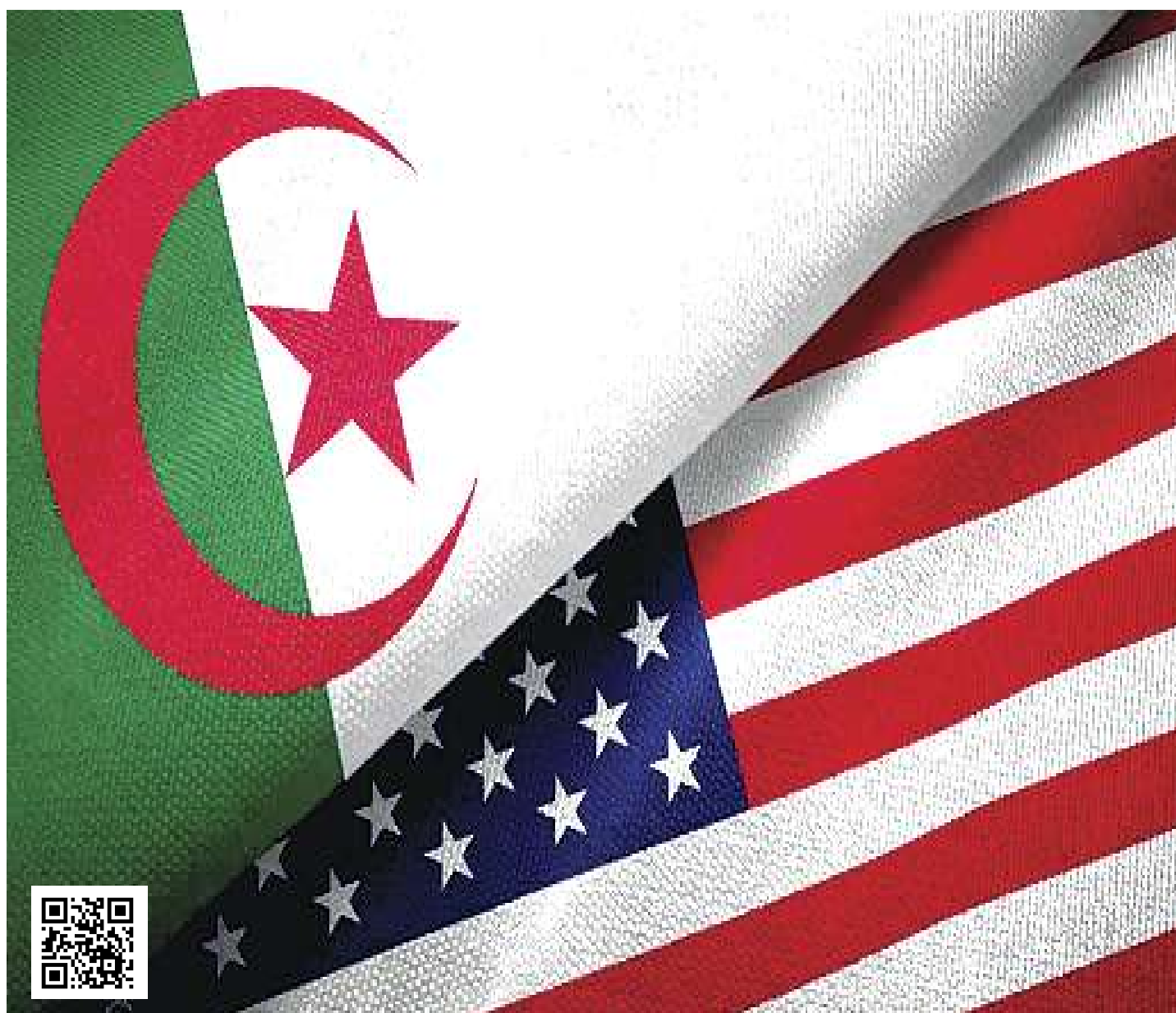


DÉPASSANT LES 4 MILLIARDS \$ D'ÉCHANGES ANNUELS

La balance commerciale algéro-américaine sur la bonne voie

Le commerce entre les États-Unis et l'Algérie dépasse 4 milliards de dollars par an, témoignant d'une relation économique florissante et diversifiée. L'Algérie, acteur majeur dans la production de pétrole et de gaz en Afrique, profite des technologies avancées et des méthodes de gestion efficaces apportées par les entreprises américaines, améliorant ainsi la productivité et la sécurité des opérations tout en générant des emplois dans l'extraction, la production, et les services connexes comme l'ingénierie et la maintenance. P 3



TENSIONS DIPLOMATIQUES
ET STABILITÉ ÉNERGÉTIQUE

**La fiabilité continue
de l'Algérie comme
fournisseur
pour la France**



La tension croissante entre l'Algérie et la France, accentuée par le retrait de l'ambassadeur algérien à Paris suite à la reconnaissance par la France du plan d'autonomie marocain pour le Sahara Occidental, suscite des inquiétudes quant à l'avenir des échanges énergétiques entre les deux pays, selon la plateforme spécialisée Attaqa.net.

P 3

ALGÉRIE-TUNISIE
**Action commune des
ministères de l'Intérieur
des deux pays**

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a affirmé, mardi à Alger, que l'action commune entre les ministères de l'Intérieur algérien et tunisien se poursuivait pour faire face aux différents défis.

P 4

**RENOUVELLEMENT EXPRESS
DE LA CARTE EDDAHABIA**
**Algérie Poste mise sur la
technologie allemande**

Algérie Poste est sur le point de révolutionner son système de production de cartes Ed-dahabia. En effet, de nouvelles machines ultra-modernes, acquises auprès d'un fournisseur allemand, vont considérablement augmenter la capacité de production et de personnalisation des cartes au niveau du centre de Birtouta.

P 4

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Baddari révèle
la création de 32
nouvelles spécialités** P 2

LE PDG DE NAFTAL EN VISITE
À BORDJ BADJI MOKHTAR

**«Naftal œuvre à satisfaire
la demande nationale»** P 2

FRAUDE FISCALE

**Le parquet requiert
de 3 à 10 ans de prison
contre vingt accusés** P 4

LE PDG DE NAFTAL EN VISITE À BORDJ BADJI MOKHTAR

«Naftal œuvre à satisfaire la demande nationale»

Le Président-directeur général de Naftal, Djamel Cherdoud, était hier en visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar. En présence du wali de Bordj Badji Mokhtar, Mustapha Aghmir, et des autorités locales, Djamel Cherdoud a écouté un exposé détaillé sur le secteur de Naftal dans cette wilaya frontalière. Par la suite, la délégation s'est rendue à la nouvelle station-service de Naftal située sur la route de l'aéroport. Lors de sa visite, Djamel Cherdoud a souligné que Naftal œuvre à satisfaire la demande croissante en carburant et à améliorer les différents services fournis aux citoyens à travers les stations de distribution, en mettant en œuvre d'un programme global de réhabilitation et de rénovation des stations de distribution à travers le pays.

MARCHÉ DES HYDROCARBURES

Les cours du baril repartent à la hausse

Les prix du pétrole ont augmenté, ce mercredi, avec des tensions croissantes dans la région du Moyen-Orient après l'assassinat du chef du Bureau Politique du mouvement de résistance Hamas Ismaïl Haniyeh. À 09h30, heure algérienne, les contrats à terme sur le brut West Texas Intermediate américain ont augmenté de 1,90% à 76,26 dollars le baril, tandis que les contrats à terme sur le brut Brent ont augmenté de 1,87% à 80,09 dollars le baril. Le mouvement Hamas a annoncé l'assassinat de son chef politique, ce mercredi matin, lors d'un attentat à la bombe en Iran, quelques heures après que l'armée israélienne a lancé une attaque dans la banlieue de Beyrouth.

SQUAT DES PLAGES

Arrestation de 45 personnes à Annaba

La sûreté de la wilaya d'Annaba intensifie les interventions sur le terrain pour lutter contre le phénomène des parkings illégaux et exploitation non autorisées des plages. Dans ce cadre, sept personnes ont été arrêtées pour exercice illégal de la fonction de « parkingueurs. » Trente-huit autres personnes ont été arrêtées pour squat de plages et usage dangereux de ski nautique. Ces opérations se sont soldées par la saisie de 222 chaises en plastique, 27 tables, 303 parasols, une tente, et 120 kg de viande rouge et blanche impropres à la consommation humaine en raison du non-respect des conditions de conservation dans une chaîne de froid.

PRISE EN CHARGE DES VOYAGEURS

Brahim Merad rappelle les instructions du Président

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Urbanisme, Brahim Merad a exhorté les responsables des infrastructures aéroportuaires à simplifier les procédures de traitement des différents vols pour assurer le confort des voyageurs, notamment en période de haute influence.

Une nécessité rappelée, ce mardi, à l'occasion d'une visite d'inspection pour s'enquérir des conditions de prise en charge des voyageurs par la police des frontières à l'aéroport international Houari Boumediene-Alger, indique, mercredi, un communiqué du ministère. Cette visite s'inscrit dans le cadre du « suivi des conditions d'accueil des voyageurs au niveau des aéroports internationaux durant la saison estivale », précise la même source.

Accompagné du directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, et du wali d'Alger, Mohamed Abdelnour Rabhi, le ministre a pris connaissance des « conditions de prise en charge par la police des frontières des voyageurs, aussi bien au niveau des arrivées que des départs, notamment en ce qui concerne le contrôle des documents de voyage, le contrôle sécuritaire et le traitement des bagages », est-il mentionné.



A cette occasion, le ministre a rappelé les directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour « une prise en charge optimale des

voyageurs, notamment les membres de notre communauté nationale à l'étranger ».

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Baddari révèle la création de 32 nouvelles spécialités

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a révélé la création de 32 nouvelles filières universitaires, en adéquation avec les exigences de l'environnement économique et social.

Le ministre a expliqué, dans une déclaration à la presse, que ces spécialités étaient choisies par des professeurs et des chercheurs. Il a souli-

gné que l'université devient une locomotive pour le développement social.

M. Baddari a déclaré que 7 annexes de l'enseignement des sciences médicales ont été créées cette année, portant le nombre total à 21. Il a évoqué la possibilité de transformer ces annexes en facultés de médecine, en coordination avec le Ministère de la Santé.

Le même responsable a in-

diqué que le nombre d'étudiants inscrits en sciences médicales augmente d'année en année en fonction des besoins du système national de santé, puisque le nombre d'étudiants en sciences médicales est passé en deux ans de 9 000 étudiants à 15 000 étudiants, et ce nombre est susceptible d'augmenter cette année puisque le nombre d'élèves obtenant le baccalauréat

avec une note allant de bien à très bien, s'élève à 35 000 nouveaux bacheliers.

Le ministre a salué la qualité de l'enseignement des sciences médicales en Algérie, soulignant que la demande en la matière a augmenté parmi les nouveaux inscrits, ainsi que d'autres spécialisations liées aux technologies de précision, en plus de certaines spécialisations en sciences humaines.

FINANCES

Décès de l'ancien ministre Harchaoui

L'ancien ministre de l'Économie, Abdelkrim Harchaoui, est décédé ce lundi matin, 31 juillet 2024. Le défunt a rendu l'âme à l'hôpital d'Ain Naadja des suites d'un AVC. Durant son parcours diplomatique, Abdelkader Harchaoui

a occupé plusieurs postes importants, notamment. Il a été ministre des Finances à trois reprises entre 1996 et 1999 dans les gouvernements Ahmed Ouyahia (I et II) et de Smaïl Hamdani. Ancien ministre du Commerce, Abdelkader Har-

chaoui a, également, occupé de hautes fonctions de l'Etat, en tant qu'envoyé spécial chargé de la diplomatie économique durant le mandat du président de la République Abdelmadjid Tebboune, avant d'être relevé de ses fonctions en avril 2023.

Quotidien économique

Les Enjeux

Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TENSIONS DIPLOMATIQUES ET STABILITÉ ÉNERGÉTIQUE

La fiabilité continue de l'Algérie comme fournisseur pour la France

La tension croissante entre l'Algérie et la France, accentuée par le retrait de l'ambassadeur algérien à Paris suite à la reconnaissance par la France du plan d'autonomie marocain pour le Sahara Occidental, suscite des inquiétudes quant à l'avenir des échanges énergétiques entre les deux pays, selon la plateforme spécialisée Attaqa.net.

Par Mourad A.

Cette décision diplomatique marque un tournant dans les relations bilatérales et pourrait avoir des implications graves pour les flux d'énergie, notamment le pétrole et le gaz. Toutefois, il est important de souligner que l'Algérie a toujours honoré ses engagements en matière de contrats d'approvisionnement énergétique avec les pays européens. En 2024, la France, principal importateur de pétrole algérien, a vu ses importations augmenter à une moyenne de 75 000 barils par jour, contre 72 000 en 2023. Elle demeure également le deuxième plus grand importateur de gaz naturel liquéfié (GNL) algérien. Une interruption de ces exportations pourrait aggraver une situation déjà difficile, avec une hausse significative des prix de l'énergie en France. Les consommateurs français, déjà affectés par l'augmentation des coûts énergétiques, pourraient se retrouver dans une situation encore plus précaire en cas de perturbation des approvisionnements. Depuis le début de 2024, la France a observé une flambée des prix du gaz et de l'électricité, due à la hausse mondiale des prix de l'énergie et aux ajustements tarifaires internes. Cette situation, marquée par une augmentation de 11,7 % des prix du gaz et des hausses substantielles des tarifs de l'électricité, souligne une crise énergétique qui pourrait être exacerbée par une interruption des flux d'énergie algériens. La France, déjà confrontée à



des difficultés de gestion des coûts et de sécurité d'approvisionnement, pourrait faire face à une crise énergétique plus grave si la situation ne se stabilise pas. Dans ce contexte, l'Algérie examine attentivement ses options concernant ses relations énergétiques avec la France. Le retrait de l'ambassadeur a ouvert la voie à des considérations stratégiques sur l'avenir des exportations, avec la promesse d'une réflexion approfondie avant toute décision finale, comme le précise Attaqa.net. Ainsi, la vulnérabilité de la France face à une éventuelle interruption des approvisionnements énergétiques algériens est manifeste, surtout dans un contexte de hausse des prix et de tensions diplomatiques croissantes. Il convient de noter que l'Algérie a histo-

riquement démontré un grand sérieux dans le respect de ses engagements contractuels en matière d'approvisionnement énergétique pour les pays européens. Un exemple notable est sa réponse pendant la crise diplomatique avec l'Espagne. Malgré des tensions politiques importantes, l'Algérie a continué à fournir du gaz à l'Espagne conformément aux contrats en vigueur. Cette démarche illustre non seulement la fiabilité de l'Algérie en tant que fournisseur d'énergie, mais aussi son engagement à maintenir la stabilité et la continuité des approvisionnements, même en période de conflit. Cela témoigne de la priorité accordée par l'Algérie à la gestion de ses relations économiques internationales et à la préservation de sa réputation sur le marché énergétique global.

AHMED ATTAF

La visite du président algérien en France compromise

Le chef de la diplomatie algérienne, Ahmed Attaf, a affirmé, ce mercredi lors d'une conférence de presse, que la visite d'Etat du président algérien en France, prévue en automne prochain, est sérieusement compromise, eu égard aux derniers développements dans les relations bilatérales entre les deux pays. Il a soutenu que l'Algérie tire actuellement toutes les conclusions possibles de la démarche entreprise par la France dans sa reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. La visite programmée du président algérien en France fait partie de ces conclusions, a-t-il indiqué. « La position française ne nous a pas été favorable et n'a pas contribué positivement à la réalisation de cette visite, compte tenu de la gravité des développements résultant de cette décision française. Ces développements sont susceptibles de porter atteinte à la solution pacifique et politique de la question sahraouie, ainsi qu'à la sécurité et à la stabilité de la région » a-t-il expliqué. Pour rappel, la France cautionne le plan d'autonomie du Sahara occidental sous l'emprise du Maroc, allant ainsi à contresens de la légalité internationale, qui privilégie l'organisation d'un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'ONU. Attaché au respect du droit des peuples à recouvrer la souveraineté sur leurs territoires en général et son soutien à la cause sahraouie en particulier, l'Algérie s'est insurgée contre le revirement de la France sur cette question. Elle a rappelé son ambassadeur à Paris, hier, avec effet immédiat, limitant la représentation diplomatique en France à un chargé d'affaires.

TINDOUF

Intensification des opérations de développement de l'arganier

Des opérations de plantation pour la valorisation de l'arganier sont en cours de concrétisation dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre de la préservation de cette espèce sylvicole rare, a-t-on appris mercredi de la conservation locale des Forêts. A cet effet, et dans le cadre du plan d'intensification de la plantation de cet arbre, il a été procédé à la plantation de 10.000 arbustes d'arganier à travers les territoires de peuplement de cette espèce dans la wilaya, dont Touiraf-Bouâm, Merkala et Targuant, a indiqué le Conservateur des Forêts,

Mohamed Boughalia. D'autres opérations, dotées d'un financement de 50 millions DA, dégagé du Fonds de développement rural et du programme sectoriel de développement (PSD), ont été accordées au secteur pour la mise en défens d'une surface de 10 ha peuplées d'arganiers, en plus de la mise en terre de 400 arbustes en irrigué et la réalisation de deux forages dotés d'un système de goutte-à-goutte et d'une maison cantonnière alimentée en énergie solaire, a-t-il ajouté. A ces actions, s'ajoute la plantation de 50 ha, soit 5.000 arbustes dans les pé-

rimètres agricoles, la réhabilitation des forages existants et leur équipement en kits solaires pour le pompage de l'eau. Les efforts de développement de l'arganier portent également sur la collecte de graines et semis de cet arbre, destinés aux pépinières et aux wilayas voisines concernées par le développement de cette espèce sylvicole, la mise en défens des superficies peuplées d'arganiers contre le pâturage anarchique et la réalisation d'une clôture de protection longue de 400 km. La Conservation des Forêts signale également la délimitation d'une ré-

serve à Touiref Bouâm d'une capacité de production de 10.000 arbustes, et de la projection d'une autre dans la région d'Oued-Djezz, la plus importante au Sud du pays, d'une capacité de 150.000 à 200.000 arbustes d'arganier. Dans le cadre de l'investissement dans la valorisation de cette espèce sylvicole, il est fait état de la mise en terre, entre 2017 et 2021, de quelque 1.580 plants d'arganiers, ainsi que de 300 autres plants de même type dans le cadre d'un système appelé "Grow-Box" ou "Water-Box", en vue de lutter contre la désertification.

RENOUVELLEMENT
EXPRESS DE LA CARTE
EDDAHABIA
Algérie Poste mise
sur la technologie
allemande

Algérie Poste est sur le point de révolutionner son système de production de cartes Eddahabia. En effet, de nouvelles machines ultra-modernes, acquises auprès d'un fournisseur allemand, vont considérablement augmenter la capacité de production et de personnalisation des cartes au niveau du centre de Birtouta. Cette modernisation devrait permettre de résorber rapidement les retards accumulés dans la livraison des cartes ces derniers mois. Selon des sources bien informées au sein de l'entreprise, un équipement de pointe, doté des dernières technologies allemandes, devrait arriver en Algérie à la mi-août. Ce matériel permettra non seulement d'accroître significativement la production quotidienne de cartes Eddahabia, mais aussi d'améliorer la personnalisation des puces associées à chaque compte CCP. Cette modernisation devrait permettre de résorber rapidement les retards accumulés dans la livraison des cartes ces derniers mois, un problème qui a suscité de nombreuses plaintes de la part des clients. Depuis mai dernier, de nombreux Algériens se plaignent du retard dans le renouvellement de leurs cartes Eddahabia. Des centaines de clients d'Algérie Poste attendent toujours leur nouvelle carte, après l'expiration de l'ancienne. Cette situation a engendré de nombreuses difficultés pour les usagers, la carte Eddahabia étant devenue un outil indispensable dans la vie quotidienne des Algériens. Ces nouvelles machines permettront également de mettre en œuvre un projet ambitieux : rendre la carte Eddahabia utilisable par simple contact avec un terminal de paiement électronique (TPE), sans avoir à l'insérer. Ce projet, déjà bien avancé, devrait révolutionner l'utilisation des cartes Eddahabia en Algérie.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

ALGÉRIE-TUNISIE

Action commune
des ministères de l'Intérieur
des deux pays

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a affirmé, mardi à Alger, que l'action commune entre les ministères de l'Intérieur algérien et tunisien se poursuivait pour faire face aux différents défis. S'exprimant à l'issue de son entretien avec son homologue tunisien, Khaled Nouri en visite de travail en Algérie, M. Merad a déclaré: "J'ai abordé avec le ministre tunisien de l'Intérieur plusieurs questions", ajoutant que "l'action commune entre les ministères de l'Intérieur des deux pays se poursuit au niveau des commissions bilatérales créées récemment et ce, en vue de faire face aux différents défis tels que la migration clandestine et les réseaux de contrebande de drogue et de psychotropes". Cette rencontre a porté également sur "la mobilité entre l'Algérie et la Tunisie et la poursuite du développement des régions frontalières entre les deux pays", ajoute M. Merad. "La sécurité de la Tunisie est liée à celle de l'Algérie, comme affirmé par les présidents des deux pays, MM. Abdelmadjid Tebboune et Kais Saïed", a-t-il rappelé. Et d'ajouter: "nous œuvrons à développer la région dans le cadre de l'intégration socioéconomique et du bon voisinage, à travers la prévention de tout ce qui pourrait porter atteinte à la sécurité des citoyens et de leurs biens outre la

lutte contre tous les phénomènes négatifs". Pour sa part, le ministre tunisien de l'Intérieur a salué "les relations historiques et fraternelles" liant les deux pays, faisant état de "plusieurs questions sécuritaires et dossiers intéressant les deux pays, tels que la lutte contre la migration clandestine". M. Khaled Nouri a indiqué que la rencontre avait permis "d'examiner le dossier de lutte antiterroriste et des bandes organisées notamment celles impliquées dans la contrebande de drogue", ainsi que "la coopération entre les wilayas frontalières des deux pays, le développement des régions frontalières et la facilitation de la circulation au niveau des postes frontaliers".

FRAUDE FISCALE

Le parquet requiert de 3 à 10 ans de prison
contre vingt accusés

Dans cette affaire 196 milliards de dinars ont été dilapidés.

Se référant aux détails de l'affaire, environ 14 anciens douaniers ont été jugés avec d'autres prévenus pour fraude fiscale et falsification de factures liées à l'importation de voitures de luxe de pays euro-

péens, dont « Mercedes, Porsche, Tiguan, Rongerfrog ». Lors de leur comparution devant le tribunal, les accusés, dont 19 détenus, ont été inculpés dans la loi anti-corruption et prévention, y compris du délit de dilapidation volontaire des fonds publics, du délit de réduction illégale d'honoraires et de droits, délit d'abus de fonction.

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية المصايد
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الغذائية واسمعة الإستهلاك ليوم 31 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 31 juillet 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كغ	معدل	أعلى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	98	118	78	البطاطا	
	Tomate	68	80	56	الطماطم	
	Oignon sec	45	51	39	البصل الجاف	
	Ail sec	333	390	276	الثوم الجاف	
	Carotte	70	78	62	الجزر	
	Navet	123	135	111	لفت	
	Poivron	98	111	85	الفلفل الأخضر	
	Piment	107	124	90	الفلفل الحار	
	Courgette	73	83	63	الطخوسة	
	Haricot vert	193	213	174	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	89	99	78	الفاصولياء	
Fruits frais	Pomme locale	415	513	317	التفاح المحلي	
	Datte	576	704	449	التمر	
	Melon	106	118	94	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	85	96	74	البطيخ الاحمر	
	Banane	350	365	335	البنور	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1748	1889	1607	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	384	394	373	الدجاج	
	Oufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

DÉPASSANT LES 4 MILLIARDS DE DOLLARS D'ÉCHANGES ANNUELS

La balance commerciale algéro-américaine sur la bonne voie

Le commerce entre les États-Unis et l'Algérie dépasse 4 milliards de dollars par an, témoignant d'une relation économique florissante et diversifiée. L'Algérie, acteur majeur dans la production de pétrole et de gaz en Afrique, profite des technologies avancées et des méthodes de gestion efficaces apportées par les entreprises américaines, améliorant ainsi la productivité et la sécurité des opérations tout en générant des emplois dans l'extraction, la production, et les services connexes comme l'ingénierie et la maintenance.

Par Mourad A.

La Chambre de Commerce Américaine en Algérie (AMCHAM) a organisé une réception lundi soir, réunissant des dirigeants algériens et américains. L'ambassadrice des États-Unis en Algérie, Elizabeth Moore Aubin, qui a assisté à l'événement, a mis en avant l'importance de la collaboration commerciale entre les deux pays dans un post publié sur la page officielle de l'ambassade sur les réseaux sociaux. Cette coopération s'étend à plusieurs secteurs clés, tels que le pétrole et le gaz, les produits pharmaceutiques, les télécommunications, les énergies renouvelables, la défense et l'agriculture. Les entreprises américaines, en apportant des technologies avancées et des formations, ainsi qu'en créant des emplois, contribuent à renforcer les liens économiques et industriels entre les États-Unis et l'Algérie.

Le secteur pharmaceutique, crucial pour la santé publique, bénéficie des produits de haute qualité et des innovations des entreprises américaines, qui offrent également des formations pour le personnel local. Ce développement crée des emplois



dans la recherche, la production et la distribution de produits pharmaceutiques, renforçant ainsi les infrastructures médicales de l'Algérie.

Les télécommunications, essentielles pour le développement économique et social, sont dynamisées par les technologies de pointe et les solutions innovantes apportées par les entreprises américaines, comme les réseaux 5G. Cela améliore la connectivité et génère des emplois dans l'installation, la maintenance des infra-

structures et le développement de services numériques.

La transition vers les énergies renouvelables, cruciale pour la durabilité environnementale, est soutenue par les investissements américains dans des projets d'énergie solaire, éolienne et hydraulique. Ces projets apportent des technologies vertes et des pratiques durables, créant des emplois dans la construction, l'installation et la gestion des infrastructures renouvelables.

Dans le secteur de la défense, la collaboration avec les entreprises américaines, qui fournissent des équipements sophistiqués et des technologies avancées, améliore la capacité de défense de l'Algérie et crée des emplois dans la fabrication, la maintenance et la formation du personnel militaire.

Enfin, l'agriculture, pilier de l'économie algérienne, profite des technologies agricoles modernes et des pratiques de gestion efficaces introduites par les entreprises américaines, augmentant ainsi la productivité et générant des emplois dans la production, la transformation et la distribution des produits agricoles.

En conclusion, la coopération économique entre les États-Unis et l'Algérie, qui dépasse 4 milliards de dollars par an, couvre divers secteurs essentiels. Cette collaboration apporte des bénéfices significatifs aux deux pays, en termes de transfert de technologies, de création d'emplois et de développement économique durable. Les entreprises américaines jouent un rôle clé en fournissant des produits de haute qualité, des technologies avancées et des formations, renforçant ainsi la capacité industrielle et économique de l'Algérie.

ACTIVITÉS DU GOUVERNEMENT

Réunion consacrée aux secteurs minier, ferroviaire et au traitement des eaux usées

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mardi, une réunion du Gouvernement portant sur les secteurs minier et ferroviaire, ainsi que le traitement des eaux usées, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

"Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé ce jour, mardi 30 juillet 2024, une réunion du Gouvernement consacrée au

suivi de la mise en œuvre des orientations de Monsieur le Président de la République concernant les plans structurels des secteurs minier et ferroviaire, où le gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement du projet minier de Gara Djebilet dans ses deux volets liés aux aspects industriels et des infrastructures de base, qui contribueraient à atteindre les objectifs fixés en termes de diversification

de l'économie nationale conformément à la vision stratégique du Président de la République de faire progresser le développement économique global en valorisant les richesses et les capacités nationales.

A cet égard, un comité conjoint multisectoriel a été créé pour superviser le suivi de la mise en œuvre de cet important projet et veiller à ce que tous les aspects soient traités pour assurer le bon

déroulement de sa réalisation dans les délais impartis.

Le Gouvernement a, également, entendu une communication sur les programmes de développement et de réhabilitation des stations d'épuration des eaux usées dans le but d'augmenter le taux de réutilisation des eaux traitées, notamment celles destinées à l'irrigation agricole et, ce en exécution des orientations de Monsieur le Président de la République re-

latives à l'élaboration d'un plan précis et clair pour l'utilisation des eaux traitées dans l'irrigation agricole et les activités industrielles.

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication visant à assurer une meilleure prise en charge de la catégorie des enfants et une autre communication relative à la réalisation d'un projet de structure sportive dans la wilaya de Bechar".

CANICULE

Des incendies circonscrits dans 17 wilayas

Les équipes de la protection civile poursuivent leurs interventions sur le terrain, afin d'éteindre tous les incendies, enregistrés dans les forêts et le couvert végétal, dans différentes régions du pays, coïncidant avec la hausse des températures.

Selon un communiqué de la direction générale de la protection civile (DGPC), jusqu'à 9h ce mercredi matin, les équipes de pompiers ont réussi à éteindre plusieurs incendies de forêts et de cultures agricoles, qui ont éclaté dans 17 wilayas.

Le communiqué cite des feux dans la municipalité de Bejaia, la forêt de Dar El Djebel et la forêt de Tichache dans la municipalité d'Amizour. Ils ont été éteints.

Quant à la wilaya de Tizi Ouzou, un feu de forêt a été éteint dans le village de Ta-bourth, commune d'Ifegua, et un feu de forêt a été éteint dans le village d'Ait Ouzen, commune de Makouda.

A Alger, un feu de forêt à Ain Dzier à proximité du stade Douira a été maîtrisé. Dans la wilaya de Jijel, les équipes de la protection civile continuent d'éteindre le feu de forêt d'Arifa dans la commune d'El Milia, ainsi qu'un feu de brousse et de forêt à Ouled Aouar, la commune d'El Ancer. Dans la wilaya de Skikda, un incendie de forêt a été éteint dans la région du Mont Dambo, municipalité de Collo. Dans la wilaya de Guelma, un feu de brousse et de forêt a été éteint dans la ferme Besbassa,

commune de Khezara, et un feu de brousse et de forêt a été éteint dans la ferme Al-Sakaka dans la commune de Dahouara, en plus d'un incendie à Ain Nechma, Al-Shaniour, dans la localité d'Ain Larbi.

Dans la wilaya de Médéa, un incendie de brousse et de forêt a été éteint à Kaf El Ghorab et un autre incendie de broussailles et de forêt a été éteint dans le village S'riha, municipalité de Baghlija. Dans la wilaya de Mila, un feu de brousse et de maquis au quartier Sidi Bouihi a été éteint, et un feu de brousse et de maquis au quartier de 240 logements a été éteint. Quant à la wilaya d'Ain Defla, un incendie de forêt a été éteint à El Meida, commune

de Boumedfaa.

Concernant les cultures agricoles, dans la wilaya de Biskra, un feu de palmeraie a été circonscrit au niveau de la zone de la route Zab, commune d'Oumache.

Dans la wilaya de Sétif, un incendie d'arbres fruitiers a été éteint à Oulad Laaribi. Dans la wilaya de Médéa, un incendie de culture agricole a été éteint à Kachidia dans la commune de Si Mahdjoub.

Dans la wilaya de Souk Ahras, un incendie d'arbres fruitiers a été éteint dans une serre de la commune de Zaarouria.

Dans la wilaya de Mila, un incendie d'arbres fruitiers a été éteint dans la ferme Bouachra dans la commune de Chigara.

WILAYA D'ALGER

Vastes opérations de nettoyage et d'embellissement des espaces forestiers

La Direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger a organisé de vastes opérations de nettoyage et d'embellissement des espaces forestiers afin de prévenir les départs de feu, indique mardi un communiqué des services de la wilaya. Ces opérations menées durant la saison estivale "visent à réduire les risques de départs de feu dans les espaces forestiers en éliminant tout ce qui est susceptible de les provoquer tout en contribuant à l'embellissement de ces espaces", précise le communiqué. Cette initiative a mobilisé plusieurs partenaires, des acteurs de la société et des scouts musulmans algériens, a souligné la même source, citant les différents travaux menés dans ce cadre, notamment le débardage des arbres morts, la coupe des branches sèches et susceptibles de tomber, le nettoyage de ces espaces, l'enlèvement des débris, le nettoyage des abords des routes, le débroussaillage et le désherbage.

INCENDIES

Extinction de la majorité des feux de forêts dans plusieurs wilayas

Les éléments de la Protection civile ont réussi à éteindre la majorité des feux de forêts qui se sont déclarés dans plusieurs wilayas du pays, à l'instar de Bejaïa, Tizi-Ouzou, Skikda et Guelma, les efforts se poursuivent pour maîtriser les incendies restants. Dans son bilan publié mardi à 18h00, les services de la Protection civile ont précisé que dans la wilaya de Bejaïa, l'incendie qui s'est déclaré dans la forêt "Assoumar" avait été éteint, et l'opération d'extinction se poursuit pour les incendies des forêts de "Tiachache" dans la commune d'Amizour et de "Dar Ledjbel" dans la commune de Bejaïa. Dans la wilaya de Tizi Ouzou, les éléments de la Protection civile ont réussi à éteindre l'incendie de forêt dans le village de "Tabourt" dans la commune D'Igha et celui dans le village d'"Ait Ouazen" dans la commune de Makouda. A Jijel, un incendie de broussailles et de maquis a été éteint à Ouled Aouar dans la commune d'El-Ancer, et l'opération d'extinction se poursuit pour l'incendie de forêt à Arfa dans la commune d'El Milia. Les différentes unités de la Protection civile ont également réussi à éteindre plusieurs incendies dans les wilayas de Skikda, Guelma, Médéa, Boumerdès, Alger, Souk Ahras, Mila et Biskra.

ORAN

Les travaux du collecteur des eaux usées à Hai Djameleddine sera achevé le mois prochain

Les travaux de renouvellement et de réhabilitation du collecteur des eaux usées à "Hai Djameleddine", un des points noirs du réseau d'assainissement des eaux usées de la ville d'Oran, seront achevés vers la fin du mois d'août prochain, a-t-on appris, mardi, du wali d'Oran Saïd Sayoud.

Lors de son inspection des travaux de réhabilitation de ce collecteur, supervisés par une entreprise publique, le même responsable a souligné que ce projet, qui a nécessité une enveloppe financière de 270 millions DA, permettra lors de son achèvement de collecter environ 600 m3/heure d'eaux usées provenant des cités El Menzah (ex-Canastel), Khemisti, USTO, Djameleddine et Akid Lotfi, ainsi que la protection des

quartiers des fuites d'eaux usées, en plus de protéger le 3ème boulevard périphérique dans son tronçon traversant Hai Djameleddine de la démolition. Le wali d'Oran a, en outre, inspecté les travaux de réhabilitation du réseau de drainage des eaux usées de Hai El Barki, dont les travaux du premier tronçon ont été achevés pour un investissement de 76 millions DA du budget de la commune et a instruit le lancement des travaux du

deuxième tronçon, pour leur réception avant la saison d'hiver prochaine. M. Saïd Sayoud s'est, d'autre part, enquis des travaux d'aménagement du 3ème périphérique de la ville d'Oran, qui a nécessité un montant de 150 millions DA, portant sur la réalisation d'espaces verts, des parkings, des espaces de divertissement, ainsi que l'éclairage public le long du boulevard.

DJANET

Attribution prochaine de près de 180 logements publics locatifs

Plus de 179 logements de type public locatif (LPL), dont la liste préliminaire des bénéficiaires vient d'être rendue publique, seront attribués prochainement à leurs bénéficiaires dans la commune de Djanet, ont indiqué mardi les services de la wilaya. Les services de la daïra s'emploient actuellement, en coordination avec l'assemblée populaire de la commune de Djanet, à exa-

miner les recours des citoyens concernant cette liste renferment des bénéficiaires âgés de plus de 35 ans pour 111 d'entre eux et de moins de 35 ans pour les 68 autres, et ce avant d'arrêter la liste définitive, a-t-on précisé. Retenu dans le cadre des efforts de l'Etat tendant à promouvoir le cadre de vie du citoyen, ce quota de logements devra contribuer à éradiquer l'habitat précaire et per-

mettre aux bénéficiaires de disposer d'un logement décent. La wilaya de Djanet a bénéficié, ces dernières années, de plusieurs programmes d'habitat, dont les lotissements sociaux, l'habitat rural et le logement en location-vente relevant de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL), susceptibles de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population.

PRODUCTION DE CLIMATISEURS À BORDJ BOU ARRERIDJ

Disponibilité et stocks suffisants dans les unités de production

Les climatiseurs et les équipements de réfrigération "sont largement disponibles et leurs stocks sont suffisants" dans les unités de production spécialisées de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a affirmé, mardi, le directeur du commerce et de la promotion des exportations, Ahmed Allali. Le même responsable a souli-

gné qu'en application des instructions du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, et dans le cadre du suivi de la production et de la distribution des climatiseurs, des visites de terrain ont été effectuées par les agents de contrôle à travers les unités de production de la zone industrielle et dans les magasins des détaillants

agréés afin de vérifier la disponibilité du produit et ce, en raison de la demande croissante durant cette période de l'année tant au niveau local que national. Soulignant qu'une "abondance du produit" a été enregistrée, M. Allali a ajouté que les stocks sont suffisants et permettent d'assurer "confortablement" l'approvisionne-

ment du marché national et "d'éviter les pénuries et les manœuvres spéculatives". Le même responsable a rappelé que la période actuelle, caractérisée par une grande vague de chaleur, a provoqué un accroissement considérable de la demande sur les climatiseurs et autres appareils de réfrigération.

MASCARA

Raccordement de 940 exploitations agricoles au réseau d'électricité

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Ouest de la wilaya de Mascara a procédé au raccordement de 940 exploitations agricoles au réseau d'électricité, de mars 2023 à ce jour, a-t-on appris, mardi, de cette entreprise. Selon la même source, cette opération concerne le raccordement de 940 exploitations à cette énergie vitale, sachant qu'il a été procédé, dans ce cadre, à la réalisation de près de 430 km de réseau

d'électricité à travers les différentes communes de la wilaya. Il est prévu également le raccordement, durant les prochaines semaines, de 20 exploitations agricoles à l'énergie électrique au niveau de différentes communes de la wilaya. Le reste des travaux se poursuit pour acheminer cette énergie à plus de 80 autres exploitations agricoles de la région. La même source a fait observer que le programme de raccordement des ex-

ploitations agricoles au réseau d'électricité visant la promotion des activités agricoles dans les différentes filières, se poursuit dans la wilaya, afin de couvrir toutes les exploitations. A signaler que la Société de l'électricité et du gaz a recensé, en coordination avec la direction des Services agricoles de la wilaya de Mascara, 1.085 exploitations agricoles concernées par l'opération de raccordement au réseau d'électricité.

COMMISSION EUROPÉENNE

Les cinq défis d'Ursula von der Leyen

De l'union des capitaux au logement, la bataille de la présidente de la Commission pour tenir ses promesses sera difficile.

Ursula von der Leyen a décroché un second mandat à la présidence de la Commission européenne grâce à une liste ambitieuse de promesses pour les cinq prochaines années. Mais pour obtenir un soutien suffisant de la part du Parlement européen, elle a encore allongé sa liste de tâches à accomplir et a ainsi suscité des attentes dans l'ensemble de l'échiquier politique de l'UE sur une série de questions qui frustreront depuis longtemps les fonctionnaires de Bruxelles. Selon Mujtaba Rahman, du cabinet de conseil Eurasia Group, Ursula von der Leyen prend le risque de "se mettre en échec" en proposant des engagements "qui ne sont pas particulièrement cohérents" pour s'assurer le soutien d'une large coalition. Nous évaluons ici ses promesses les plus audacieuses et les défis politiques les plus redoutables auxquels elle va devoir se confronter durant son mandat 2024-2029 :

Une union des marchés de capitaux est-elle possible ?

Ursula Von der Leyen a ressorti une de ses anciennes promesses visant à créer une union des marchés de capitaux, qu'elle a rebaptisée "Union européenne de l'épargne et de l'investissement". Mais un nouveau nom ne fait pas disparaître pas les anciens obstacles. Les arguments en faveur de ce projet pèsent lourd dans la balance. Selon la présidente réélue, l'intégration des marchés de capitaux de l'UE, un projet vieux de dix ans, pourrait libérer jusqu'à 470 milliards d'euros d'investissements privés par an. Cela permettrait au secteur privé de disposer de liquidités indispensables pour financer de grands domaines comme la défense, la tech et la transition écologique. Mais la résistance à la mise en commun des compétences nationales, telles que la surveillance des marchés, la fiscalité des entreprises et les règles en matière de faillite, est jusqu'à présent restée vivace. Plusieurs tentatives ont été faites récemment pour relancer l'intérêt des politiques pour le sujet, mais il est aujourd'hui difficile de savoir comment la présidente de la Commission compte se sortir de cette ornière. Des mesures moins contraignantes, telles qu'un produit d'investissement paneuropéen, pourraient avoir davantage de chance de se concrétiser, tandis que les questions fondamentales, comme la poursuite de la centralisation de la supervision bancaire au niveau de l'UE, resteront sujettes à controverse.

Peut-elle mettre en place une union européenne de la défense ?



Outre la création d'un poste de commissaire dédié à la défense, Ursula von der Leyen s'est également engagée à créer un "marché unique de la défense" et à initier des projets communs tels qu'un "bouclier aérien européen". Peu d'États membres contestent la nécessité de mettre en commun leurs ressources, compte tenu des investissements considérables requis après des décennies de réduction des dépenses et de la menace que représente la Russie. Mais pratiquement aucun n'est disposé à déléguer sa capacité à choisir les équipements à acheter, leurs lieux de fabrication ou la manière de les payer. La France et l'Allemagne ont des visions opposées concernant les projets paneuropéens de défense aérienne ; chaque pays veut protéger ses fabricants d'armes pour des raisons de sécurité nationale ; et l'interopérabilité, c'est-à-dire la capacité des forces armées nationales à travailler de manière transparente les unes avec les autres, est depuis longtemps une priorité de l'Otan, mais ses résultats mitigés. "Certains sont peut-être mal à l'aise avec cette idée", a expliqué Ursula von der Leyen, le jour de sa réélection. "Mais ce qui devrait nous troubler, ce sont les menaces qui pèsent sur notre sécurité."

Les règles de concurrence seront-elles assouplies ?

Ursula Von der Leyen a également déclaré qu'une refonte de l'application des règles de concurrence devrait se faire au profit de "l'innovation et la résilience". Ces propos ont ravivé un débat de longue date quant à savoir si l'Europe devrait ou non assouplir l'encadrement des fusions de sociétés pour permettre aux grandes entreprises de prospérer. Les grandes orientations de la présidente de la Commission appellent à une "nouvelle approche de la politique de concurrence" européenne pour que

celle-ci "soutienne davantage les entreprises qui se développent sur les marchés mondiaux, tout en garantissant des conditions de concurrence équitables". Elle ajoute par ailleurs : "Cela devrait se refléter dans la manière dont nous évaluons les fusions afin que l'innovation et la résilience soient pleinement prises en compte". Une telle évolution pourrait marquer un grand changement d'orientation politique de l'UE par rapport notamment à l'interdiction en 2019 par la Commission de la fusion entre Siemens et Alstom, un cas souvent cité. Les deux entreprises allemande et française avaient alors présenté cette opération comme un moyen de créer un champion européen sur le marché ferroviaire. Toutefois, les fonctionnaires de Bruxelles doutent que ces ambitions, qui n'incluent aucun engagement législatif, conduisent à un changement radical d'approche. Toute mesure significative visant à assouplir les contraintes – une position défendue depuis longtemps par la France et l'Allemagne – se heurterait à l'opposition farouche d'autres pays favorables à la concurrence et désireuses de protéger les petites entreprises. Les grands États membres, dont la France, l'Allemagne, la Pologne et l'Italie, ont demandé une révision de ces règles au début du premier mandat d'Ursula von der Leyen, mais ils se sont heurtés à l'opposition de 16 autres capitales. "J'ai toujours du mal à voir quelle fusion bloquée par l'UE dans le passé a freiné l'innovation", avance un haut fonctionnaire de l'UE.

Le budget de l'UE doit-il être lié au respect de l'État de droit ?

Le budget de l'UE doit-il être l'UE La présidente de la Commission s'est engagée à subordonner les financements européens à destination des pays membres de l'UE au respect de l'État de droit et à l'application de réformes structurelles,

tout en étendant certaines conditions telles que le respect des normes démocratiques et des droits fondamentaux à l'ensemble des fonds de l'UE. "Nous maintiendrons un principe très clair dans notre budget : le respect de l'État de droit est une obligation pour bénéficier des fonds de l'UE. Dans ce budget et pour ceux à venir", a-t-elle affirmé. La Commission a actuellement le pouvoir de retenir des parts de fonds européens en cas de violation de l'État de droit. Cette mesure a suscité des affrontements avec la Pologne et la Hongrie, mais a été considérée comme un outil efficace pour enrayer le recul de la démocratie au sein de l'Union. L'application de conditions supplémentaires pour bénéficier de financements de l'UE obtiendra le soutien des pays riches qui souhaitent un contrôle plus strict des fonds partagés, mais sera probablement contestée par les pays qui considèrent ces mesures comme un chantage politique et une ingérence excessive de Bruxelles dans leurs affaires intérieures.

Bruxelles peut-elle agir sur le logement et la santé mentale ? Lors des élections européennes de juin dernier, les électeurs, dont de nombreux jeunes adultes, se sont tournés vers les partis d'extrême droite. Ces derniers ont obtenu environ 30 % des voix et sont arrivés en tête en Italie, en France et dans d'autres pays. Les législateurs centristes, y compris ceux du Parti populaire européen d'Ursula von der Leyen, estiment que l'extrême droite a réussi à relier la pénurie de logements à l'augmentation de l'immigration, attirant ainsi les jeunes vinténaires qui ne peuvent pas se permettre de quitter le domicile de leurs parents. Iratxe García Pérez, chef de file des socialistes au Parlement, a déclaré que "l'accès au logement est un besoin vital de nos citoyens" et a appelé l'UE à investir 50 milliards d'euros par an sur le sujet. Cependant, les politiques liées au logement restent l'apanage des gouvernements nationaux, voire régionaux. Les analystes interrogent donc la capacité de Bruxelles à débloquent les procédures de planification de 27 pays. Ursula von der Leyen a également souligné que l'utilisation excessive des réseaux sociaux alimentait une "crise en matière de santé mentale" chez les jeunes, affirmant qu'elle s'attaquerait à leur "temps d'écran excessif et à leurs pratiques addictives" et qu'elle "prendrait des mesures contre la conception de certaines plateformes rendues volontairement addictives". "Nous nous attaquerons au fléau de la cyberintimidation", a-t-elle ajouté. Mais si Bruxelles a un rôle à jouer dans la réglementation des technologies, l'application de la loi et les règles relatives au temps d'écran sont nationales.

Soucre: Le nouvel Economiste

LIBYE

La NOC nie toute discussion pour fournir du brut à la raffinerie Dangote

Confronté à des défis pour faire fonctionner sa méga raffinerie avec du brut local, le groupe Dangote a indiqué se tourner vers des fournisseurs internationaux et régionaux, dont la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Libye. L'entreprise publique chargée des hydrocarbures en Libye (NOC) a apporté un démenti formel concernant des échanges visant à approvisionner en brut la raffinerie Dangote au Nigeria. L'information a été publiée lundi 29 juillet par la presse. Cette dernière cite une déclaration de la NOC, dans laquelle l'entreprise explique pourquoi cette allégation n'est pas fondée. Elle évoque notamment le fait qu'elle ne procède pas à la vente de son brut au comptant.

« Le prix du pétrole brut est déterminé par un comité d'experts et approuvé par la NOC et le ministère du Pétrole et du Gaz », déclare la compagnie publique, précisant ainsi que des démarches annoncées pour la vente de brut libyen à la raffinerie Dangote ne respecteraient pas les procédures en place. Ce démenti survient quelques jours après qu'Aliko Dangote, le patron de la Dangote Refinery, a annoncé des négociations visant à importer du brut à partir du mois d'octobre de certains pays producteurs africains, dont la Libye. Le milliardaire explique cette stratégie par des défis d'approvisionnement en brut local, alors que des efforts sont faits pour porter l'installation à sa pleine capacité de raffinage de 650 000 barils par jour, notamment 550 000 barils par jour d'ici la fin de cette année.

FIGUE DE BARBARIE EN TUNISIE

Une filière à remettre sur les rails

Les cochenilles s'attaquent aux feuilles, aux tiges et aux racines des plantes ornementales, fruitières ou légumières, mais surtout aux cactus. En Tunisie, ce sont les figues de Barbarie qui sont les plus menacées par cette cochenille dite rouge

La Tunisie est le premier pays exportateur dans le monde de figue de Barbarie biologique, une aubaine pour l'économie par les rentrées de devises et par la publicité que cela rapporte au pays, a indiqué Faouzi Zayani, expert en politiques agricoles et en développement durable. « La cochenille qui attaque la figue de Barbarie est un problème majeur que l'on peut qualifier de "catastrophe nationale" », c'est ce qu'a déclaré Faouzi Zayani, expert en politiques agricoles et en développement durable. La figue de Barbarie occupe une superficie de 600.000 hectares sur un total de 5 millions, ce qui représente 12% des terres agricoles en Tunisie, d'où l'importance de la filière qui emploie des dizaines de milliers de femmes et d'hommes et particulièrement en été. Avec 100 entreprises, cette filière place la Tunisie en première

position par rapport à l'exportation de figue de Barbarie biologique, « une aubaine pour l'économie en termes d'entrée de devises et en termes de publicité pour le pays », indique Zayani.

Lorsque les choses se compliquent !

Malheureusement, depuis octobre 2021, date du début des infestations qui se sont déclarées dans le gouvernorat de Mahdia (précisément à Chaara), les choses ont commencé à se compliquer pour cette filière. « À peine 1.500 mètres de superficie infestée que l'on n'a pu encercler et traiter à temps. Les responsables régionaux de l'époque n'ont pu mesurer les dégâts que cet insecte peut causer. Ils ont même refusé l'aide proposée par un expert tunisien qui a supervisé un projet de lutte contre la co-

chenille au Maroc. L'initiative d'importer des coccinelles a été un peu trop tardive, elle aurait pu être réalisée depuis au moins deux ans et demi », note Zayani. L'expert fait savoir que la Tunisie aurait pu collaborer avec les Marocains, dès le début de la catastrophe, et importer les coccinelles, « hélas, les autorités n'ont pas jugé utile d'opter pour cette solution ». D'après lui, les coccinelles représentent une possibilité de traitement biologique pour remédier à la cochenille. « Il s'agit, certes, d'un moyen efficace, mais ce n'est pas la seule méthode disponible. Cette coccinelle, utilisée au Mexique depuis longtemps, a été importée au Maroc depuis 2017, et elle a montré de bons résultats. Il existe, par ailleurs, d'autres options conventionnelles de traitement en cas d'infestation avancée », développe Zayani.

EN PRÉVISION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE SOUS PLUIES EN MAURITANIE

Envoi de 76 tonnes de semences au Hodh Chargui

Le ministre mauritanien de l'Agriculture, Moma Ould Beïbatt, a révélé que son département avait expédié 76 tonnes de semences de différentes cultures à la wilaya du Hodh Chargui, en prévision de la campagne agricole sous pluies. L'annonce a été faite au cours d'une réunion

que le ministre a tenue avec des agriculteurs à Néma au cours de laquelle il a ajouté que le ministère consacrera 5 300 heures à la réhabilitation et à la remise en état des retenues d'eau dans la wilaya, un processus qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois. Les agriculteurs du Hodh Chargui ont bénéficié de 230 charrues à traction animale et d'un certain nombre de charrues motorisées afin de réduire la charge physique pendant les travaux agricoles. Les équipes chargées de la vulgarisation agricole ont également été dotées des motocyclettes pour faciliter leurs déplacements.

BAHREÏN

Fusion possible entre NBB et BBK

La National Bank of Bahrain (NBB) envisage de fusionner avec son rival Bank of Bahrain and Kuwait (BBK). La NBB aurait engagé Goldman Sachs pour la conseiller dans les négociations. La capitalisation boursière de la NBB atteint 3,3 Md USD tandis que celle de la BBK s'élève à 2,4 Md USD. L'opération coïncide avec la récente vague de fusions-acqui-

sitions dans la région, où les entreprises et les institutions financières du CCEAG tendent de plus en plus à favoriser la mise en commun de leurs ressources. En Arabie saoudite par exemple, selon un rapport du cabinet de conseil Kearney, le volume total des opérations de fusion-acquisition au cours du T1 2024 a atteint 955 M USD, avec le secteur de la chimie qui

représente 52,4 % du total. Nass obtient un contrat de 99 M USD pour des travaux routiers. Nass Contracting Company, filiale à 100 % de Nass Corporation, a annoncé la signature du projet Busaiteen Link Package 3 en joint-venture avec Nassir Hazza Al Subaie. Le contrat comprend la construction des routes pour la phase 2 du périphérique de

Muharraq. Le gouvernement bahreïni a l'intention d'étendre le réseau routier existant en développant de nouveaux corridors pour soutenir les échanges et plus largement l'économie du pays. Le projet Busaiteen dans son ensemble comprend la construction de 8,3 km d'autoroute à 4 voies ainsi que 2,4 km de chaussée double associée.

EGYPTE

Le FMI prévoit une croissance du PIB de 4 % pour l'année fiscale 2024/25

La croissance économique de l'Égypte devrait s'élever à 4 % pour l'exercice fiscal 2024/25 et l'inflation devrait tomber en dessous de 15 %, a déclaré mardi le chef de la mission du Fonds monétaire international pour le pays. Dans ses commentaires aux journalistes, Ivanna Vladkova Hollar a ajouté que les discussions entre le FMI et le gouvernement égyptien sur l'accès au financement de la transi-

tion climatique par le biais de la Facilité de résilience et de durabilité du Fonds (RSF) se poursuivraient à l'automne. En mars, le premier ministre Mostafa Madbouly a déclaré que le pays chercherait à obtenir environ 1,2 milliard de dollars auprès de la FRS. L'Égypte peut déjà tirer 820 millions de dollars de son dernier programme de prêt du FMI, d'une durée de 46 mois et d'une valeur de 8 milliards de

dollars, après que le Fonds a déclaré lundi qu'il avait achevé son troisième examen. Approuvé en 2022 et élargi cette année, le programme de prêt fait suite à une crise économique marquée par une forte inflation et de graves pénuries de devises étrangères. M. Hollar a déclaré que l'augmentation des recettes fiscales était une question de réforme prioritaire qui serait discutée lors du quatrième examen du programme.

"L'Égypte a besoin de ressources fiscales pour pouvoir dépenser sur les besoins prioritaires, c'est une réforme prioritaire dont nous discuterons lors de la quatrième révision", a-t-elle déclaré. Dans le cadre du programme, les examens en cours auront lieu tous les six mois jusqu'à l'automne 2026, chaque décaissement étant actuellement prévu à hauteur d'environ 1,3 milliard de dollars, a déclaré Mme Hollar en avril.

ETHIOPIE

3,4 milliards \$ du FMI pour soutenir les réformes économiques

Le programme de financement va permettre à l’Ethiopie de remédier aux déséquilibres macroéconomiques, rétablir la viabilité de la dette extérieure et jeter les bases d’une croissance plus élevée, inclusive et tirée par le secteur privé.

L’Ethiopie a obtenu un prêt de 3,4 milliards \$ du Fonds monétaire international (FMI), avec un décaissement immédiat d’environ 1 milliard \$. C’est ce qu’a annoncé l’institution dans un communiqué publié le lundi 29 juillet 2024. Ce financement s’inscrit dans le cadre d’un accord de facilité élargie de crédit (FEC) d’une durée de quatre ans. Celui-ci permettra au pays de « remédier aux déséquilibres macroéconomiques, rétablir la viabilité de la dette extérieure et jeter les bases d’une croissance plus élevée, inclusive et tirée par le secteur

privé », a indiqué le FMI. Les réformes comprennent plusieurs mesures clés, telles que la transition vers un taux de change déterminé par le marché, la lutte contre l’inflation, l’augmentation des recettes fiscales, et le renforcement des entreprises publiques. Une attention particulière est également accordée à la protection des populations vulnérables et à l’amélioration de la gouvernance financière. Cette facilité de crédit intervient parallèlement à la mise en place d’un système de taux de change basé sur le marché visant à corriger une distorsion écono-

mique de longue date, annoncée le même jour par la Banque centrale. Cette réforme devrait remédier aux pénuries de devises étrangères, améliorer la compétitivité des exportations et attirer les investissements étrangers directs (IDE). En 2021, l’Ethiopie avait demandé une restructuration majeure de sa dette au titre du cadre commun du G20, suspendant provisoirement le remboursement de sa dette bilatérale. Son économie a subi de nombreux chocs ces dernières années, notamment la covid-19, un conflit de deux ans dans

la région du Tigré, ainsi que des phénomènes météorologiques extrêmes comme des sécheresses prolongées et des inondations dévastatrices. Antoinette Sayeh, directrice générale adjointe du FMI, a souligné l’importance de la récente recapitalisation de la Banque commerciale d’Ethiopie, la qualifiant de « mesure essentielle » pour traiter une vulnérabilité macro-financière majeure. Elle a ajouté que des réformes pour améliorer la gouvernance du secteur financier et réduire progressivement la répression financière seraient cruciales pour le succès à long

GHANA

Déploiement commercial du niébé transgénique

Au Ghana, le niébé transgénique a été approuvé en juin 2022 pour l’alimentation humaine, animale et la culture. Ce feu vert obtenu auprès de l’Autorité nationale de biosécurité (NBA) a fait du pays, le second d’Afrique de l’Ouest à opter pour cette variété après le Nigéria. Au Ghana, la ville de Tamale située dans le Nord a été le 25 juillet dernier, le lieu du lancement de la diffusion commerciale du niébé génétiquement modifiée (niébé Bt), première

culture OGM du pays. La cérémonie rapportée par plusieurs médias locaux a réuni des représentants de diverses institutions, dont le Conseil de la recherche scientifique et industrielle (CSIR) et la Fondation africaine pour la technologie agricole (AATF). Elle fait suite à la validation et l’approbation au catalogue national des semences par le Comité national de diffusion et d’enregistrement des variétés. Développé par l’Institut de la recherche agricole de Savan-

nah (SARI) à partir de gènes fournis par Monsanto (Bayer), le niébé Bt est résistant à l’insecte « Maruca vitrata », principal ravageur de la culture (foreur de gousses). En outre, selon les chercheurs, la légumineuse génétiquement modifiée peut afficher un rendement de 2 tonnes par hectare, soit un niveau quatre fois supérieur à celui des variétés conventionnelles utilisées jusqu’ici. « Il s’agit d’un jour exceptionnel pour le secteur agricole gha-

néen et pour la marche vers la sécurité alimentaire [...] », s’est réjoui Paul Bosu, directeur général du CSIR en parlant du lancement. Plus globalement, cet enthousiasme du responsable par rapport à la percée de la biotechnologie dans le pays tranche avec les critiques adressées par l’Association des paysans du Ghana (PFA) sur l’approbation de nouvelles variétés notamment de soja et de maïs. Le groupement voit dans l’in-

troduction des cultures OGM, une menace pour la diversité variétale et a exprimé ses craintes d’une « perte du système agricole indigène au profit d’une poignée de multinationales du génie génétique ». Pour rappel, le niébé est la légumineuse la plus cultivée au Ghana avec une récolte dépassant les 365 000 tonnes en 2022, selon les données du Département américain de l’agriculture (USDA).

ITALIE ET BAD

400 millions d’euros sur secteur privé en Afrique

La Cassa Depositi e Prestiti (CDP), institution nationale de promotion de l’Italie et le Groupe de la Banque africaine de développement prévoient d’investir ensemble jusqu’à 400 millions d’euros sur cinq ans pour accélérer la croissance du secteur privé du continent grâce à la Plateforme pour la croissance et la résilience en Afrique (GRAF) nouvellement mise en place. Dans le cadre de cette nouvelle collaboration, les deux institutions financières soutiendront la croissance économique du continent par le biais de projets stratégiques ciblés. Elles favoriseront l’échange d’informations entre les parties prenantes et faciliteront les opportunités d’investissements conjoints. La nouvelle plate-forme devrait accélérer la mise en œuvre de nouvelles initiatives du secteur privé en Afrique et créer un point d’accès unique pour les opportunités d’investissement. Chaque institution contribuera à hauteur de 200 millions d’euros qui seront injectés dans l’économie africaine par le biais de fonds de capital-investissement et de capital-risque opérant dans

trois domaines principaux : la sécurité alimentaire, la croissance des PME locales et les infrastructures durables. La plateforme pour la croissance et la résilience en Afrique mobilisera 350 millions d’euros supplémentaires provenant d’autres sources pour porter l’enveloppe à 750 millions d’euros. Ces investissements collaboratifs ont pour but de permettre aux futurs investisseurs d’acquérir de nouvelles connaissances sur le secteur privé africain et de partager des opportunités d’investissement dans des fonds opérant sur le continent. La plateforme devrait également contribuer de manière significative à la création d’emplois et à l’amélioration de la fourniture de produits et de services essentiels sur l’ensemble du continent. L’initiative, présentée par la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, lors du récent sommet du G7 à Borgo Egnazia, s’inscrit dans le cadre du Plan Mattei pour l’Afrique, une initiative stratégique italienne dévoilée en 2022, visant à forger une nouvelle ère de partenariat et de développement durable. Le plan est axé sur la coopération

énergétique, la sécurité et la stabilité ainsi que sur les échanges culturels et scientifiques entre l’Italie et les pays africains. « Grâce à notre collaboration renouvelée avec le Groupe de la Banque africaine de développement, nous sommes en train de mettre en place un nouveau canal important qui aidera à mobiliser près de 750 millions d’euros en faveur de projets et d’initiatives qui doivent profiter directement à l’Afrique », a déclaré Dario Scannapieco, président et directeur général de la Cassa Depositi e Prestiti. Cet effort s’inscrit dans le droit fil de l’engagement pris par notre gouvernement dans le cadre du Plan Mattei. Le développement à long terme de notre pays est intrinsèquement lié à la croissance du continent africain, en particulier de son secteur privé. Nous sommes convaincus que ce nouveau partenariat créera des occasions réelles pour nos entreprises dans des secteurs stratégiques tels que l’agriculture, les infrastructures et l’industrie manufacturière, où notre pays excelle. » Le Groupe de la Banque africaine de

développement dispose du plus grand ensemble de fonds de capital-investissement et de capital-risque en Afrique. Plus de 1,36 milliard de dollars américains sont engagés dans 74 fonds. Saluant ce partenariat, M. Akinwumi Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement, a déclaré : « Je me réjouis de notre partenariat avec le gouvernement italien et du Plan Mattei porté par la Première ministre, Mme Giorgia Meloni. Le partenariat entre le Groupe de la Banque africaine de développement et la Cassa Depositi e Prestiti facilitera la réalisation des objectifs du Plan Mattei en Afrique en renforçant le soutien aux petites et moyennes entreprises africaines, dans le but d’élargir l’inclusion économique des femmes et des jeunes, de créer des emplois et de s’attaquer aux causes de la migration. Nous nous appuierons sur ce partenariat stratégique pour accroître les investissements dans les fonds africains et donner plus de confiance aux investisseurs institutionnels mondiaux et du continent pour qu’à leur tour ils augmentent leurs investissements. »

POINT MARCHÉS

Hausse prudente en vue en Europe avant la Fed et l’inflation

Les principales Bourses européennes sont attendues en hausse prudente mercredi alors que la Réserve fédérale américaine doit rendre dans la soirée sa décision de politique monétaire, tandis qu'en zone euro sera publié l'indicateur clé de l'inflation.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait gagner 0,29% à l'ouverture. Le Dax à Francfort pourrait avancer de 0,08%, tandis que le FTSE 100 à Londres devrait prendre 0,36%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en progression de 0,18% et le Stoxx 600 en hausse de 0,33%. La faiblesse des gains attendue dénote une certaine prudence, même s'il ne fait pratiquement pas de doute que la Fed maintiendra les taux des fonds fédéraux à leurs niveaux actuels dans une fourchette de 5,25%-5,50% après deux jours de débats au sein du FOMC, son comité de politique monétaire. L'incertitude porte davantage sur la trajectoire future des coûts d'emprunt. Un commentaire jugé restrictif du président de la Fed, Jerome Powell, pourrait déclencher un nouveau mouvement de ventes massives sur les actions alors que les titres des géants de la technologie subissent ac-

tuellement un mouvement de rotation vers les petites et moyennes capitalisations dans la crainte d'une survalorisation des "sept magnifiques". Microsoft, l'un des sept magnifiques, a fait état mardi soir d'une croissance moins importante qu'attendu du chiffre d'affaires trimestriel de sa division d'information dématérialisée ("cloud"). Le titre recule de 4% dans les transactions hors séance. L'annonce de Microsoft donne à penser que le retour sur investissement dans l'intelligence artificielle (IA) prendra plus de temps qu'espéré, après la déception provoquée par les publications d'Alphabet et de Tesla. Le relèvement des prévisions d'Advanced Micro Devices pour les puces destinées à l'IA offre cependant un léger motif de satisfaction, le titre avançant de 7,5% en après-Bourse. Le marché attend désormais les comptes financiers de Meta, Apple et Amazon dans la semaine.

Outre la politique monétaire et les résultats des géants de la tech, les investisseurs seront également à l'affût des données sur le marché du travail aux Etats-Unis alors que sera publié à 12h15 GMT l'enquête ADP sur l'emploi privé avant le rapport

officiel de vendredi. Celui-ci doit témoigner d'un ralentissement pour valider la thèse d'un atterrissage en douceur de l'économie et la perspective d'un cycle d'assouplissement monétaire.

AVANT LES RÉSULTATS DE MICROSOFT ET LA FED Les Bourses mondiales dispersées

Les Bourses mondiales ont évolué en ordre dispersé mardi en attendant de prendre connaissance des résultats du géant technologique américain Microsoft ainsi que de la prochaine décision de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed). A Wall Street, après une ouverture en terrain positif, les indices boursiers ont divergé: l'indice Dow Jones a pris 0,50% mais le S&P 500 a lâché 0,50% et surtout le Nasdaq, dominé par les valeurs technologiques, a abandonné 1,28%. En Europe, la Bourse de Paris a avancé de 0,42%, Francfort de 0,49% et Milan de 0,79%. Londres a quant à elle cédé 0,22%, les investisseurs britanniques attendant aussi de connaître la trajectoire de la politique monétaire décidée

par la Banque d'Angleterre jeudi. Le rendez-vous macroéconomique de la semaine est la réunion, mardi et mercredi, du comité de politique monétaire de la Fed, la banque centrale américaine. Les cours du pétrole se sont repliés tombant à leur plus bas niveau depuis sept semaines. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, a cédé 1,445 à 78,63 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a baissé de 1,42% à 74,73 dollars. Sur le marché des changes, l'euro cédait 0,06% face au dollar, à 1,0814 dollar pour un euro. Le bitcoin cédait 1,88% à 66.107 dollars

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Juillet 2024					
Valeur : 01 Août 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5210	134.5360
1	EUR	EURO		145.6190	145.6487
1	GBP	POUND STERLING		172.9506	172.9699
100	JPY	JAPANESE YEN		86.9055	86.9208
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5498	18.5531
1	CHF	SWISS FRANC		151.7439	151.7780
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.1551	97.1730
1	DKK	DANISH KRONE		19.5150	19.5181
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4306	12.4338
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.2480	12.2526
1	AED	UAE DIRHAM		36.6223	36.6304
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8560	35.8619
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.7548	439.9477
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0211	43.4535
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5867	13.5883
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4813	27.6221
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5419	3.5423
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.3546	178.3546

APRÈS LES ANNÉES DU BREXIT

La City prête à prendre sa revanche sur Paris

Depuis la large victoire du Labour, la nouvelle ministre britannique des Finances, Rachel Reeves, a multiplié les annonces en vue de séduire les investisseurs internationaux. A l'inverse, l'incertitude politique en France pourrait, au même moment, saper les efforts pour améliorer l'attractivité de la place de Paris. Avec l'arrivée des travaillistes au pouvoir et

la perspective d'une plus grande stabilité politique outre-Manche, le « tapis rouge » pourrait à nouveau changer de sens. Avec l'arrivée des travaillistes au pouvoir et la perspective d'une plus grande stabilité politique outre-Manche, le « tapis rouge » pourrait à nouveau changer de sens. Il fut une époque où le Premier ministre britannique, David Cameron, voulait « dé-

rouler le tapis rouge » aux entreprises françaises fuyant les hausses massives d'impôts. Depuis le Brexit, c'est Paris qui s'est démené pour attirer en nombre les banquiers de la City. Avec l'arrivée des travaillistes au pouvoir et la perspective d'une plus grande stabilité politique outre-Manche, le « tapis rouge » pourrait à nouveau changer de sens. Depuis la large victoire du Labour le 4 juil-

let dernier , la nouvelle ministre britannique des Finances, Rachel Reeves, première femme à occuper ces fonctions au Royaume-Uni, a multiplié les annonces en vue de séduire les investisseurs internationaux, échaudés par les années d'incertitudes qui ont suivi le référendum de 2016.

EN ATTENDANT LA FED

L’Europe boursière dans le vert avec la «tech»

Les principales Bourses européennes sont en hausse mercredi en matinée dans un contexte d'appétit pour le risque, notamment dans les nouvelles technologies et les banques, malgré l'imminence des annonces de la Réserve fédérale américaine (Fed). À Paris, le CAC 40 prend 1,15% à 7.561,10 points vers 08h00 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 1,24% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,81%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 1,13%, le FTSEurofirst 300 de 1,05% et le Stoxx 600 de 0,99%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,23% pour le Dow Jones, de 0,88% pour le Standard & Poor's 500 et de 1,53%

pour le Nasdaq au lendemain d'une séance en ordre dispersé, marquée par une certaine prudence avant les décisions de la Fed. Après deux jours de débats, la Fed devrait opter à 18h00 GMT pour un nouveau statu quo sur ses taux, estiment les marchés. L'incertitude porte davantage sur la trajectoire future des coûts d'emprunt et le discours du président de la banque centrale américaine, Jerome Powell, sera particulièrement surveillé dans cette optique. En attendant, en Bourse en Europe, les nouvelles technologies (+3,12%), la banque (+0,23%) et la finance (+0,57%) sont recherchées à la suite de plusieurs publications dans le secteur. Advanced Micro Devices a

relevé mardi soir ses prévisions pour les puces destinées à l'intelligence artificielle (IA), tandis que Samsung Electronics a fait état mercredi d'un bénéfice d'exploitation au deuxième trimestre multiplié par plus de quinze. Le marché digère également les résultats de Microsoft, dont la division Azure a progressé au deuxième trimestre de 29%. En Europe, ASML bondit de 7,2% après une information de Reuters selon laquelle une nouvelle règle américaine sur les exportations étrangères d'équipements de puces vers la Chine exempterait certains groupes, dont le fabricant néerlandais. Dans la banque, HSBC (+3,20%) a annoncé un nouveau plan de rachat

d'actions de trois milliards de dollars après avoir dégagé un bénéfice au-dessus des attentes au premier semestre. D'autres publications animent les échanges, notamment dans le luxe où L'Oréal est dans le rouge après un deuxième trimestre légèrement sous les attentes, la Chine continuant de peser sur le géant des cosmétiques. Cela pourrait avoir un impact sur Estee Lauder et Coty. Airbus prend 4,76%, s'acheminant vers sa meilleure performance en une séance depuis février 2023, après avoir fait état d'une baisse moins importante que prévu de son bénéfice trimestriel. Cela permet au secteur aérospatial de gagner 1,17% alors que Safran

(+1,1%) a confirmé ses objectifs financiers après un bénéfice en hausse au premier semestre. A Paris, les résultats de Danone(+4,21%), Bolloré (+0,43%), Teleperformance (+11,48%), Schneider Electric (+2,93%), Klépierre (+4,82%), Legrand (+5,84%) sont également salués. Ailleurs en Europe, GSK abandonne 1,94%, le laboratoire ayant réduit ses perspectives de ventes de vaccins. Adidas avance de 1,44% dans le sillage de la hausse de son chiffre d'affaires au deuxième trimestre. Siemens Healthineers plonge de 6,75%, le troisième trimestre du groupe, impacté par des retards persistants de commandes en Chine, ayant déçu.

ALLEMAGNE

L'économie s'enfonce dans la crise

Au deuxième trimestre, l'activité de la première économie européenne a reflué plus fortement que prévu.

Le chancelier allemand, Olaf Scholz (à droite), le ministre de l'économie et de la protection du climat, Robert Habeck (au centre), et le ministre des finances, Christian Lindner, à Berlin, le 5 juillet 2024. Le moteur allemand continue de tourner au ralenti. Au deuxième trimestre, l'activité de la première économie européenne a reflué plus fortement que prévu. Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique (Destatis), publiés mardi 30 juillet, le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne a reculé de 0,1 % entre avril et juin. Parmi les vingt-sept Etats membres de l'Union européenne, seules la Hongrie, la Lettonie et la Suède ont vu leur PIB régresser davantage sur la même période. Outre-Rhin, on n'imaginait pas une telle

contre-performance. Après la légère croissance de 0,2 % enregistrée entre janvier et mars, les prévisionnistes s'attendaient à ce que le deuxième trimestre s'inscrive dans la continuité, à l'instar des experts de la plate-forme financière Factset, qui tablaient sur une hausse du PIB allemand de 0,1 % entre avril et juin. Finalement, celui-ci a reculé de 0,1 % alors qu'au même moment, ceux de la France, de l'Espagne et de l'Italie ont respectivement progressé de 0,3 %, 0,8 % et 0,2 %.

« La façon dont l'économie allemande a évolué au cours des six premiers mois de cette année est décevante. La production industrielle n'a pas redémarré, les exportations ont flanché et les commandes dans le secteur manufacturier sont restées au point mort », a réagi, mardi, le

président de la Chambre de commerce et d'industrie allemande, Martin Wansleben.

« Plus sombres »

« L'économie allemande s'enfonce dans la crise. (...) Les indicateurs conjoncturels sont à leur niveau le plus bas depuis septembre 2020, et les perspectives pour les prochains mois sont plus sombres qu'elles n'étaient jusqu'alors », lui a fait écho Klaus Wohlrabe, de l'Institut de recherche économique de Munich. Au début de l'année, l'économie allemande avait bénéficié d'un fort ralentissement de l'inflation. Mais celle-ci est repartie à la hausse au deuxième semestre, ce qui a plombé la croissance du pays.

ESPAGNE

Inflation en repli, croissance en hausse

Les bonnes nouvelles concernant l'économie espagnole se bousculent au portillon. La croissance progresse de 0,8% tandis que l'inflation commence doucement à se stabiliser. La croissance espagnole progresse plus vite que dans le reste de l'Europe, dépassant ainsi toutes les prévisions. En grappillant encore 0,8% au dernier trimestre, la croissance annuelle fait un bond de 2,9%. Il semblerait, en effet, que l'Espagne résiste mieux que ses voisins aux effets de la crise énergétique et industrielle, de l'inflation, de la hausse des taux et de la détérioration du commerce mondial. L'Espagne

vit ce doux moment grâce, notamment, aux bonnes performances du tourisme et du secteur des services en général. Le boost est également dû à la saison estivale et l'arrivée de travailleurs venus de l'étranger. Dans le détail, la consommation due à l'activité touristique progresse de 2,6% trimestriellement, légèrement devancée par les secteurs des transports et de l'hôtellerie qui affichent une hausse de 2,8%. Fait intéressant : l'industrie manufacturière gagne 1,1 de point de croissance trimestrielle, tandis que ce secteur traverse une crise dans tout le reste de l'Eu-

rope. Un détail qui pourrait représenter un signe de compétitivité très favorable pour l'Espagne. La consommation des ménages croît à un rythme un peu plus lent que le reste de l'économie : 0,3% sur le trimestre. Une faible montée en puissance sûrement due aux effets de la crise inflationniste.

L'inflation s'amenuise

Une inflation en Espagne qui commence d'ailleurs à se résorber, là aussi à la grande surprise de tous les analystes. En juillet, l'indice des prix à la

consommation (IPC) a chuté de six dixièmes pour s'établir à 2,8% sur une année. La baisse des prix de l'électricité et des produits alimentaires expliquent ce bon résultat, analyse le ministère de l'Économie dans un communiqué envoyé à la presse. Pour sa part, l'Institut National des Statistiques ajoute que la baisse du prix des loisirs et de la culture auraient également contribué à l'amélioration de l'inflation générale. Il faudra désormais attendre pour la rentrée pour constater si les bons chiffres espagnols s'inscrivent, ou non, dans la durée.

ITALIE

L'IPC harmonisé de l'UE augmente à 1,7%

Les prix à la consommation harmonisés (IPCH) de l'UE en Italie ont baissé de 0,8 % d'un mois sur l'autre en juillet, l'inflation annuelle s'accroissant à 1,7 % contre 0,9 % en juin, selon des données publiées mercredi. Le taux annuel de 1,7 % est le plus élevé depuis octobre dernier.

L'IPCH a été supérieur à la prévision médiane d'une hausse de 1,2% en glissement annuel, selon une enquête Reuters menée auprès de 17 analystes. L'agence officielle de statistiques ISTAT a également indiqué que le principal indice des prix intérieurs (NIC) avait augmenté de 0,5 % sur le mois et de 1,3 % en rythme annuel en juillet,

après un taux annuel de 0,8 % en juin. La baisse mensuelle de l'IPCH est due aux soldes d'été, qui ne sont pas prises en compte par l'indice NIC. L'inflation de base (nette des aliments frais et de l'énergie) s'est élevée à 2,5 % en glissement annuel pour l'indice IPCH en juillet, contre 2,1 % le mois précédent.

FRANCE

La hausse de la facture de gaz fait remonter l'inflation à 2,3 % en juillet

La hausse des prix à la consommation est remontée à 2,3 % sur un an en juillet en France, selon les données provisoires publiées par l'Insee ce mercredi. En cause, la progression des prix de l'énergie liée à la hausse de la facture de gaz au 1er juillet. Bien que les salaires augmentent désormais plus vite que l'inflation, les ménages restent prudents. La facture de gaz des ménages a bondi de plus de 12 % au 1er juillet 2024

Un petit à-coup, sans gravité. La hausse des prix à la consommation est remontée à 2,3 % sur un an en juillet après 2,2 %, selon les données provisoires publiées par l'Insee ce mercredi. Une petite hausse essentiellement liée à « la forte accélération des prix de l'énergie ». Sur douze mois, ces derniers ont progressé de 8,7 %, tirés vers le haut par l'augmentation de plus de 12 % de la facture de gaz des ménages au 1er juillet.

Un bond lié à la décision de la Commission de régulation (CRE) de revaloriser les tarifs de distribution du gaz, qui devrait avoir un impact de 0,15 point sur l'inflation d'ensemble, selon les calculs de Maxime Darnet, économiste senior France chez Allianz Trade. Petite poussée des produits frais alimentaires Sur les autres postes, les prix se calment en revanche : sur un an, les prix alimentaires continuent à ralentir (+0,5 % après +0,8 %) malgré une petite poussée du côté des produits frais. Les prix des services qui sont devenus la locomotive de l'inflation décèleront nettement à 2,5 % (contre 2,9 %). Ceux des biens manufacturés ne bougent plus.

ETATS-UNIS

Petite hausse de la confiance des consommateurs en juillet

La confiance des consommateurs est repartie en "petite hausse" en juillet aux Etats-Unis, surprenant les analystes, mais les Américains restent inquiets quant aux prix élevés et aux taux d'intérêt, et se montrent toujours pessimistes pour les mois à venir. L'indice mesurant cette confiance s'est établi à 100,3 points, selon l'enquête mensuelle du Conference Board publiée mardi, contre 97,8 points en juin,

données révisées à la baisse. C'est mieux que prévu puisque les analystes attendaient 99,8 points. L'indice 100 correspond au niveau de confiance de 1985. "Même si les consommateurs restent relativement positifs à l'égard du marché du travail, ils semblent toujours préoccupés par la hausse des prix et des taux d'intérêt, ainsi que par l'incertitude quant à l'avenir", a commenté Dana Peterson, cheffé économiste du

Conference Board, citée dans un communiqué. L'inflation a repris au printemps sa trajectoire à la baisse aux Etats-Unis, après un rebond cet hiver qui avait inquiété. En juin, elle est ainsi tombée à 2,5% sur un an, selon l'indice PCE, la mesure préférée de la banque centrale américaine (Fed), et qu'elle veut ramener à 2%. Celle-ci se réunit mardi et mercredi, et devrait laisser ses taux à leur niveau le

plus élevé depuis plus de 20 ans, entre 5,25 et 5,50%. Mais elle devrait aussi signaler qu'elle envisage de les baisser prochainement, probablement lors de sa réunion suivante, mi-septembre, sans toutefois mentionner de date précise. Cela devrait apporter une bouffée d'oxygène aux consommateurs puisque les taux de la (Fed) donnent le ton des taux que les banques accordent à leurs clients.

Mitsubishi veut rejoindre Honda et Nissan pour de futures voitures électriques



Selon un quotidien japonais, Mitsubishi serait en discussions avec Honda et Nissan. Une alliance qui chercherait à combler le retard sur l'électrique et à partager ses logiciels.

Si les constructeurs automobiles chinois, bien aidés par l'Etat, se sont construits une belle avance sur l'automobile électrique par rapport au reste du monde, les Japonais, de leur côté, sont moins à la fête. Y compris par rapport à l'Europe. Pourtant, la riposte se prépare, à tel point que trois des plus grands constructeurs nationaux envisageraient de faire équipe pour rattraper leur retard !

Alors que le deuxième et le troisième constructeurs japonais, Honda et Nissan, tous deux derrière Toyota, ont déjà annoncé en mars dernier vouloir faire un partenariat stratégique, ils pourraient finalement se retrouver à trois avec Mitsubishi qui s'ajouterait à l'équation. C'est en tout cas ce qu'annonce le quotidien japonais Nikkei.

L'électrique et les logiciels

En réalité, malgré toutes les rivalités qui ont pu exister entre les différents constructeurs par le passé, voir Mitsubishi se rallier potentiellement à Honda et Nissan n'est pas une réelle surprise. En effet, il ne faut pas oublier que Nissan et Mitsubishi font partie de l'Alliance avec Renault, et que Nissan détient une participation de 34 % dans Mitsubishi.

Cette nouvelle alliance entre les trois constructeurs tournerait toujours autour de plateformes logicielles ainsi que sur des composants de base liés aux véhicules électriques. L'idée serait notamment de standardiser des logiciels embarqués, et de développer les mises à jour à distance. Avec l'arrivée de Mitsubishi dans l'équation, ce dernier profiterait des logiciels développées par Nissan et Honda, tandis que la firme de Tokyo apporterait en retour son expertise à Honda sur l'hybride rechargeable.

La Bourse réagit immédiatement

Le rapprochement potentiel de ces trois constructeurs n'est pas sans rappeler celui, il y a quelques mois, de Toyota, Mazda et Subaru. En revanche, ces trois derniers se sont retrouvés sur le développement de moteurs à combustion hybrides, ou encore compatibles avec des carburants synthétiques neutres en carbone. Une chose est sûre, cette nouvelle alliance à trois rassure les investisseurs, ce qui s'est immédiatement senti en Bourse puisque les actions de Mitsubishi ont grimpé de 6,3 % après l'annonce, même si pas encore officielle, de même que celles de Nissan (+2,8 %) et de Honda (+2,6 %).

NOUVELLES ÉNERGIES

Les prix de la nouvelle Alpine A290 sont tombés !

Alpine vient de dévoiler les prix de sa nouvelle petite électrique, l'A290. Une Renault 5 E-Tech revue par la firme de Dieppe dont le prix d'accès n'est pas donné.



Ce mardi 30 juillet signe l'ouverture du carnet de commandes de l'Alpine A290.

Le premier modèle 100 % électrique siglé du A fléché, clone de la toute récente Renault 5 E-Tech, débute à partir de 38 700 € avant l'aide d'Etat de 4 000 €. A ce prix déjà costaud, vous n'aurez droit qu'au plus petit des deux ensembles mécaniques proposés pour l'instant, à savoir le moteur de 180 ch alimenté par une batterie de 52 kWh, en l'occurrence la même que celle de sa sœur jumelle R5 et la seule disponible pour toutes les A290. Avec cet accumulateur, la firme de Dieppe annonce une autonomie allant jusqu'à 380 km sur l'avantageux cycle WLTP, mais il faudra évidemment compter moins dans la vraie vie.

L'équipement de série pour la moins chère des A290, baptisée GT, reste assez fourni, c'est heureux. Vous pourrez compter, à l'extérieur, sur des jantes de 19 pouces "Iconic" et dans l'habitacle, d'une sellerie tissu chauffante à l'avant, de la climatisation automatique, des feux et des essuie-glaces automatiques ou encore d'une connectivité à la page puisque l'écran multimédia tactile 10,1 pouces est déjà fourni avec les services intégrés de Google. Il faut aussi compter sur le régulateur de vitesse adaptatif et la caméra de recul. Côté recharge, le chargeur en courant alternatif 11 kW et en continu 100 kW est aussi fourni de série.

Alpine A290 GT Premium : 41 900 €

Comme un deuxième niveau de finition, l'A290 GT Premium se distingue d'emblée par son toit

bi-ton, au jonc de toit bleu mat et aux étriers de freins également bleus. Dans l'habitacle, les principaux ajouts sont le cuir Nappa, un système sonore signé du Français Devialet, le chargeur de smartphone par induction ou encore le volant chauffant. Mais mécaniquement, cette GT Premium est identique à la GT, avec son moteur de 180 ch. En revanche, le prix grimpe à 41 900 €, auxquels il faut toujours déduire les 4 000 € de bonus CO2.

Alpine A290 GT Performance : 41 900 €

C'est à partir de la finition GT Performance - notamment habillée d'étriers de freins rouges et de pneus Michelin Pilot Sport 5 - que

l'A290 monte en grade. La capacité de sa batterie ne change pas (52 kWh) mais le moteur électrique, lui, voit sa puissance portée à 220 ch, soit comme la Mégane E-Tech. De quoi abattre, selon Alpine, le 0 à 100 km en 6,7 secondes et pointer à 170 km/h. Étonnamment, cette montée en gamme mécanique n'induit pas de surcoût par rapport à la finition précédente. Cela s'explique notamment par quelques omissions dans la dotation. A part l'implémentation du logiciel Alpine Telematics pour faire "joujou" avec les datas de la voiture, la sellerie cuir disparaît, tout comme le volant chauffant ou les étriers bleus. Et au final, un tarif qui reste de 41 900 € avant bonus.



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET GESTION DE FOULE

Zoom sur CrowdDNA

En novembre 2020, le projet de recherche européen CrowdDNA a été officiellement lancé. Il s'intéresse à la prédiction des mouvements de foule, à la détection des facteurs de risque et étudie de nouveaux modèles de simulation. Un sujet qui pourrait permettre d'éviter des drames liés à une brusque concentration de personnes et à des mouvements de foule, dans des stades, lors de concerts ou autres.

1^{ère} partie

D'une durée de 42 mois, ce projet a été financé à hauteur de trois millions d'euros par le volet Open du programme Future Emerging Technology (FET) de Horizon 2020. CrowdDNA rassemble l'Inria, l'université de Leeds, l'université Rey Juan Carlos de Madrid, l'université d'Ulm, le centre de recherche Jülich, ainsi que les entreprises Crowd Dynamics International et Onhys. Julien Pettré, directeur de recherches à l'Inria, au centre de Rennes-Bretagne Atlantique, en est le coordinateur et nous a expliqué en quoi consistait ce projet de mesure de la dynamique des foules denses.

Comment est né le projet européen CrowdDNA ?

Nous travaillons depuis plus de quinze ans à l'Inria de Rennes sur les algorithmes de simulation de foule avec pour objectif de les rendre le plus réaliste possible, par exemple qu'ils soient capables de prédire les mouvements de foule dans des situations données. Pour ce faire, parallèlement à l'aspect algorithmique du problème, nous avons aussi œuvré à l'observation et la mesure du comportement de foules réelles en réalisant plusieurs expériences en laboratoire. L'idée est de mesurer le comportement humain dans un contexte collectif pour disposer de la matière nécessaire pour modéliser et simuler ces comportements. Les données expérimentales sont aussi là pour nous permettre d'évaluer nos résultats de simulation. Le projet CrowdDNA est né de l'idée de faire passer cette approche qui réunit observation expérimentale et simulation à plus grande échelle : en impliquant plusieurs équipes de plusieurs pays, chacune spécialiste d'un aspect spécifique. Le projet est délimité dans le temps (trois ans et demi) et nécessite de nous concentrer sur une problématique précise : celle du comportement des foules denses, où le contact physique entre individus influence majoritairement le comportement de celle-ci. Ce sujet central a un impact fort sur le plan sociétal, il aborde la question du confort et de la sûreté des événements de masse. Il s'agit de détecter les risques liés aux niveaux excessifs de densité qui peuvent apparaître dans une foule : cette surdensité engendre un risque d'étouffement ou de piétinement, et donc un risque mortel. Il faut comprendre qu'une foule n'est pas contrôlable : lorsque la foule devient trop compacte, les individus n'ont aucune marge de manœuvre et il est alors trop tard pour agir. Il est primordial de détecter la formation de pics de densité dans la foule et de traiter ce risque le plus rapidement possible.

Quelles sont les différentes étapes fixées et comment se déroule la collaboration entre les différents partenaires ?

La vision du projet CrowdDNA à long terme est de mettre à disposition des orga-



nisateurs de ces événements des technologies qui les assistent dans la prédiction et la prévention des cas de surdensité. L'évolution récente de l'intelligence artificielle, en particulier des techniques de simulation et de traitement d'images (de foule), ouvre des perspectives dans ce sens. On pourra s'étonner d'aborder ce sujet à une heure où les foules denses ont disparu du fait de la pandémie en cours ! Cela nous montre simplement que ces projets se préparent très en amont, les premières discussions autour de la préparation du nôtre remontent à l'été 2018, pour finalement démarrer en novembre 2020.

Le projet s'articule autour de quatre grands piliers. Le premier concerne l'acquisition de données sur les comportements de foules denses. Deux équipes allemandes y participent (centre de recherche de Jülich et université d'Ulm). Le deuxième pilier travaille sur l'analyse de ces données et leur modélisation. Ici une équipe britannique de l'université de Leeds joue un rôle-clé : son but est de simuler les interactions physiques entre individus qui engendreront un mouvement de foule.

À l'inverse, une équipe espagnole de l'université de Madrid va tenter de définir une méthode pour inverser ces relations : pouvons-nous extraire certaines caractéristiques des interactions physiques à partir de l'observation du mouvement d'une foule ? C'est l'objet du troisième pilier du projet, qui constituera la base des technologies que nous envisageons de mettre en place à long terme. Enfin, le projet vise à nous mesurer à la réalité du terrain. Les données de laboratoire sont indispensables à l'étude de certains mécanismes, mais il faut nous confronter à la réalité de l'organisation des événements de masse et des possibilités d'y utiliser de nouvelles technologies de gestion opérationnelle de foule. Notre quatrième et dernier pilier consiste à installer des observatoires dans des lieux accueillant des foules, et d'y mener des tests et démonstrations de nos résultats.

En cela, nous nous appuyons sur deux en-

treprises : une britannique, un des pays phare dans l'étude de la gestion des foules (depuis les jeux olympiques de 2012), et une française, plutôt axée sur le développement de simulateurs de foule. L'équipe française de l'Inria coordonne le projet et participe surtout à renforcer les liens entre expérimentation et modélisation car ces deux aspects proviennent de deux domaines académiques distants.

Le concept de foule est par définition très flou, or le comportement d'une foule et ses aspects imprévisibles peuvent énormément varier selon les caractéristiques et le contexte. Utilisez-vous actuellement le même modèle et les mêmes paramètres pour analyser une foule de manifestants, de spectateurs d'un concert de rock ou de personnes âgées en excursion ?

Je ne dirais pas que le concept de foule est flou, mais plutôt qu'il s'agit d'un sujet largement multidisciplinaire et que ce terme peut par conséquent recouvrir plusieurs définitions. Dans le projet CrowdDNA, nous nous penchons sur les mouvements de foule et sur les phénomènes physiques qui lui sont associés. Nous pourrions définir simplement la foule comme un regroupement de personnes dans un même lieu, formant ainsi un certain niveau de densité. Il est vrai qu'il n'existe pas de nombre de personnes ni de niveau de densité critique pour commencer à parler de foule, mais celle-ci existe dès lors que l'on y observe des interactions entre individus, des signes clairs montrant que le comportement de chacun est influencé par celui de ses voisins, et qu'un couplage entre le comportement de la foule et celui des individus existe (par exemple la propagation d'une réaction au travers d'une foule). Cependant il est tout à fait correct de dire qu'il existe une très grande variété de comportements de foule, eux-mêmes influencés par un très grand nombre de facteurs. Prenons quelques exemples. Le comportement d'une foule résulte en premier lieu de l'activité de chacun, influencée par la nature des individus qui la

compose, leur âge, leur forme physique, leur état psychologique et émotionnel, leur culture, leurs relations sociales, mais aussi de l'environnement : éclairage, météo, ambiance sonore, etc. Un simulateur de foule a pour objectif de reproduire le comportement d'une foule réelle. Un grand nombre de modèles différents existe, chacun capture un nombre de comportements limité au sein d'un domaine de validité limité (défini par exemple par le niveau de densité qu'il est capable de couvrir). Il existe deux grandes catégories d'approches. La première définit certains modèles, en analogie avec les fluides, et modélise la foule par les lois de la physique qui déterminent son niveau de densité dans le temps et dans l'espace, alors que dans la seconde des systèmes multi-agents reproduisent les actions des individus et leurs interactions locales pour en déduire le comportement d'une foule. Ainsi, suivant la situation qui doit être simulée, certains modèles se révéleront plus appropriés que d'autres. Par exemple, dans le cas où les comportements sont uniformes, les premières approches faisant l'analogie avec les fluides seront appropriées, alors que lorsqu'on étudie les mouvements de foules résultant d'interactions entre individus motivés par différents buts, les secondes fondées sur de multiples actions seront plus appropriées. Quoi qu'il en soit, une étape essentielle d'une simulation consiste à déterminer les paramètres représentatifs de la situation donnée et de la population qui constitue la foule. Des phases d'observations peuvent s'avérer nécessaires afin d'estimer les bonnes valeurs des paramètres utilisés. Pour les situations et comportements les plus basiques, des expériences ont été menées pour tenter d'évaluer des valeurs moyennes ainsi que l'influence des facteurs les plus importants, comme l'âge des individus. De ce fait, pour simuler des contextes et des populations très différentes, des modèles et paramètres différents sont utilisés.

(A Suivre)

Mots fléchés

Se revoir après de longues séparations		Don		Poèmes lyriques		Reine-marguerite		Capitale transalpine		Habitantes d'un capitale européenne	Possessif	Agile	
Sournois								Plante herbacée				Cours d'eau allemand	
								Formés					
Frangins		Saison		Épinceter		Spectateur							
						Morceau							
						Traditions							
Alliance militaire					Aurochs				Durée d'une révolution			Certaine	
Femelles du singe					Devin français				Riche				
							Inutiles						Vin blanc liquoreux espagnol
							Noté						
Loupées		Couple				Relatif aux vaisseaux sanguins							
						Château de la Belle au bois dormant					Note de musique		
						Style					Tohu-bohu		
Fleuve mais aussi une guerre de Crimée		Prodige	Congé depuis les 35 heures hebdomadaires				Fin de messe	Intenter un procès					
				Rigide						Affoles		Fleuve côtier	
Donnant													
Administré								Bateau	Tas				
									Pluie de glace				
				Récépissé		Enduis de colle végétale							Son nom indique sa forme
						Entre amis							
Intronisât								Mer fermée				L'Estonie	
Durillon	Vénère		Bouleversé				Égrillards						
							Fouillée						
			Cuivre										
			Mammifère marin			Enregistrées sur bande							
Dépîtés						Engrais organique					Sélénium		
						Ancêtre					Personnes		
Installation ambulante		Poissons		Vive agitation	Surface agraire				Manche de tennis				Fleur d'arbrisseau
									Céréales				
								Aluminium		Salve			
Fromage couvert de paraffine					Exposer pour la vente							Milli-seconde	
Calcium													
	Auteur de 'Le nom de la rose'				Rivière du Congo					Célèbre dépêche			
	Céréale							Écope					

ACCIDENTS DE LA ROUTE

3 morts et 238 blessés en 24 heures

Trois (3) personnes sont décédées et 238 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique mercredi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd à été enregistré au niveau de la wilaya de Bejaia avec le décès de deux (02) personnes heurtées par un véhicule léger sur la RN 26 dans la commune et la daïra d'Akbou, précise la même source. Les secours de la Protection civile ont, par ailleurs, procédé à 1081 interventions pour le sauvetage de personnes de 834 personnes d'une noyade certaine, dont 188 prises en charge sur les lieux et les autres évacuées vers les hôpitaux.



POUR INTENSIFIER SA RÉPONSE AUX CATASTROPHES AU SOUDAN DU SUD

Le PAM demande 248 millions de dollars

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déclaré mardi avoir besoin de 248 millions de dollars pour intensifier son assistance humanitaire au Soudan du Sud jusqu'à janvier 2025 en réponse aux inondations et aux autres risques de catastrophe. Le PAM a indiqué que 53 millions de dollars sur ce total seraient alloués à la réponse à la crise au Soudan, et 60 millions de dollars aux efforts de réponse aux inondations.

SAHARA OCCIDENTAL

La classe politique française fustige Macron

La classe politique française s'est indignée du soutien apporté par la France au prétendu plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental, qualifiant cette décision de "grave", de "trahison" ou encore d'"erreur historique". Selon le secrétaire général du Parti communiste français (PCF), Fabien Roussel, "Emmanuel Macron trahit la position historique et équilibrée de la France sur les droits du peuple sahraoui comme sur les résolutions de l'ONU". Le premier responsable du PCF qui s'est exprimé sur le réseau social X, a estimé qu'"il (Macron) ouvre une crise diplomatique grave pour poursuivre le pillage de l'Afrique, dont les grandes richesses naturelles du Sahara Occidental". Dans une lettre adressée au roi du Maroc, le président français Emmanuel Macron a affirmé considérer que "le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine".

Le sénateur des Bouches-du-Rhône, également Secrétaire fédéral du Parti communiste français (PCF), Jérémy Bacchi a affirmé, lui aussi, que la décision d'Emmanuel Macron "trahit la position traditionnelle et équilibrée de la France". "Il piétine les résolutions des Nations unies qui prévoient l'organisation d'un référendum d'autodétermination", a-t-il souligné dans un communiqué. La cheffe des écologistes, Marine Tondelier, a dénoncé, de son côté, une décision "trahissant la position historique de la France", qualifiant le pas franchi par la présidence française d'"erreur historique prise par un homme seul, à la tête d'un Etat sans gouvernement, ni majorité". "Trahissant la position historique de la France basée sur le respect du droit international et du droit des peuples à l'autodétermination, il reconnaît au Maroc une souveraineté sur un territoire à décoloniser", a-t-elle écrit sur X. Critiquant le renforcement du soutien de la

France au plan marocain pour le Sahara occidental, aussi bien sur le fond que sur les circonstances politiques entourant ce geste, la classe politique française a regretté que cette décision sur un dossier très sensible soit prise alors que le gouvernement est démissionnaire, et que le président de la République ait décrété une "trêve politique" pendant les Jeux olympiques de Paris. En effet, pour Marine Tondelier, il s'agit d'"une décision grave et une erreur historique prise par un homme seul, à la tête d'un Etat sans gouvernement, ni majorité". "Alors qu'il a perdu les élections, Emmanuel Macron reconnaît la marocanité du Sahara Occidental. Quoiqu'on pense du fond, ce geste précipité en plein jeux olympiques de Paris, contre le droit international, sans débat, est une erreur", a estimé, quant à lui, le député de la France insoumise (LFI), Hadrien Clouet sur X. Ce dernier a invité, à l'occasion, le président français à reconnaître l'Etat de Palestine.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Le service public, fondement de la cohésion nationale et de la justice sociale

Le service public a toujours existé et dans tous les pays du monde. C'est son volume et son étendue qui peuvent varier d'un pays à l'autre. Il est le produit d'une évolution historique, d'un contexte économique et social et même de la nature de la culture dominante dans la société (société solidaire ou libérale, collectiviste ou individualiste). Une partie des services à la population est nécessairement organisée en service public quelque soit le système idéologique ou le régime politique : c'est le cas notamment des activités en réseaux, comme l'énergie ou l'eau, les infrastructures, l'éducation ... Ces services sont nécessaires, voire indispensables, pour la vie en communauté. La majorité des activités de service public seront plus efficaces et plus efficientes si elles sont organisées en monopoles, ce qui permet de faire des économies d'échelles. Ce sont des besoins collectifs et par conséquent, elles gagneraient à être organisées collectivement à travers l'intervention de l'Etat par ses instruments directs et indirects (collectivités locales, administrations, organismes publics, marchés publics, concessions, délégations...) L'étendue et l'envergure du service public en Algérie ont leurs raisons et leurs justifications, les unes liées au contexte historique et les autres liées aux choix politiques à l'indépendance. A l'indépendance, la population algérienne était dans un dénuement total : chômage, analphabétisme, sans couverture sanitaire, famine par endroit, etc. La population qui a pris sur elle la révolution tant dans la société que dans les maquis, avait placé tous ses espoirs dans l'indépendance. Par ailleurs, cette population avait vécu la période coloniale dans la souffrance matérielle et surtout dans une injustice inqualifiable de la part de l'administration coloniale et subi les humiliations des colons. Donc, l'attente pour cette justice sociale dans le cadre du nouvel Etat indépendant ne peut être que très forte.

Le nouvel Etat ne pouvait améliorer, un tant soit peu, la situation que par l'érection d'un service public le plus étendu possible. Ceci est d'autant vrai que l'Etat avait pris aussi la décision de récupérer les richesses nationales et les quelques entreprises laissées par l'Etat français ou abandonnées par les colons. Donc, d'un côté les ressources ont été concentrées entre les mains de l'Etat et par conséquent il devient évident que les besoins de la population soient, dans une large mesure, satisfaits par cet Etat : éducation, santé, eau, énergie, sécurité, culture, transports, etc. Par ailleurs, la découverte et l'exploitation des ressources d'hydrocarbures ont été aussi un facteur d'extension du service public, car à travers le service public, il est opéré une redistribution de cette richesse à toute la population. Ainsi, la situation sociale de la population, le contexte politique et l'évolution de la situation économique ne laissent aucun doute sur la nécessité impérieuse d'organiser un service public étendu, quitte à rogner sur sa taille au fur et à mesure que le développement économique permet la redistribution des ressources par des revenus aux différentes catégories de la population ; la partie soustraite du champ du service public sera mise sur le marché des biens et services. Dans beaucoup de pays le rétrécissement du service public a suivi cette logique consistant à mettre sur le marché libre les services susceptibles d'être pris en charge par l'usager. C'est le cas notamment, d'une partie des besoins médicaux, du transport aérien, d'une partie de l'éducation, des services de télécoms, des services postaux, etc. Il faut dire aussi que la réduction de l'envergure du service public est souvent dictée par des considérations budgétaires, mais parfois par des choix idéologiques ou politiques, c'est le cas de la politique libérale de Thatcher en GB et de Reagan aux USA dans les années 80. Un autre facteur a joué aussi dans la réduction de la taille du service public dans beaucoup de pays, ce sont les Programmes d'Ajustement Structurel imposés par le

FMI/BM imposés à des pays en situation financière difficile, particulièrement leur endettement. En Algérie, il n'y a jamais eu une réduction du périmètre du service public. Au contraire, il a parfois été encore étendu, c'est le cas notamment du logement. Aujourd'hui, le service public prend plusieurs formes allant de la fourniture directe d'une prestation (éducation, énergie, eau, transports urbains, ...) à la subvention monétaire ou soutien des prix de certains produits en passant par la concession avec tarifs subventionnés de certaines infrastructures de service public. Le service public est un facteur très efficace pour le renforcement de la cohésion sociale, de la solidarité nationale et un puissant outil de la formation à la citoyenneté. Défendre le service public et veiller à sa qualité doit être une préoccupation des gouvernants et des gouvernés. Mais continuer à maintenir un service public large sans se préoccuper de sa gestion, de son efficacité et de sa raison d'être, c'est participer à sa destruction et à sa lente disparition. Le service public doit être efficient et efficace pour assurer une plus grande couverture et doit être aussi juste, sinon, au nom de la justice (sa raison d'être) il risque de produire l'injustice ; combien de cas de service public qui sont transformés en services pour une catégorie de personnes au détriment de la masse qui est la cible du service public, il risque de devenir un facteur de fracture, s'il est injuste. Légal accès au service public est la règle cardinale de ce dernier. Sur ces aspects de l'efficacité du service public, beaucoup reste à faire. La gestion administrative routinière et bureaucratique a atteint ses limites. De nouvelles approches sont nécessaires si l'on veut faire du service public le facteur de cohésion et de justice sociale et même d'aménagement du territoire. Un service public coûteux et inefficace et risque de se transformer en fardeau pour le budget de l'Etat et en objet de contestation dans la société et parmi ses principaux usagers.